

3^e ANNEE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE

N°27 - AVRIL-JUIN 1964

le n° : 2,50 F

BELGIQUE : 35 FB

ITALIE : L. 300

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique
du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Programme Communiste)

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

	Page
Le marxisme n'est pas à vendre	1
Le mouvement social en Chine	5
Textes du marxisme révolutionnaire :	
Eléments d'orientation marxiste	20
Invariance de l'opportunisme	40

SERVICE de PRESSE

Réunions de Lecteurs

A PARIS, Salle Lancry, 10, rue de Lancry (X^e)

Le jeudi 30 avril à 21 heures :

EFFICACITE IMMEDIATE OU FORCE REVOLUTIONNAIRE ?

Le vendredi 29 mai à 21 heures :

LES CONDITIONS DE LA REPRISE DE L'ASSAUT REVOLUTIONNAIRE

A MARSEILLE « A l'Artistic », Cours Joseph Thierry

Le samedi 16 mai à 21 heures :

**MARXISME REVOLUTIONNAIRE ET ANARCHISME
(1917 en Russie ; 1936 en Espagne)**

Le samedi 20 juin à 21 heures :

MARXISME ET DEMOCRATIE

A AIX-EN-PROVENCE, à la salle de la Mutualité, rue Espariat

Le mercredi 22 avril à 21 heures :

CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS

Le mercredi 6 mai à 21 heures :

LE CONFLIT RUSSO-CHINOIS ET NOTRE COMBAT

LE MARXISME n'est pas à vendre !

Aujourd'hui, le mouvement prétendument communiste s'affirme comme le meilleur auxiliaire de la conservation bourgeoise. Ses chefs politiques, reniant la lutte de classe, la révolution et l'internationalisme, se font les propagandistes déclarés de l'ordre social au nom des voies « pacifiques », « parlementaires » et « nationales » du socialisme, pendant que ses dirigeants syndicaux se chargent d'étouffer la lutte immédiate des ouvriers en brisant directement les grèves ou en les enfermant dans le carcan de la profession, de l'entreprise ou de la catégorie. Pourtant, au beau milieu de ce triomphe incontesté de la contre-révolution, le « marxisme » semble être la chose du monde la mieux partagée. Les économistes y cherchent des recettes de rentabilité. Les philosophes en font une philosophie. Les jésuites, une morale. Les littérateurs, une esthétique. Les savants, une méthodologie. Le « marxisme » fait fureur dans les salons, les universités, les salles de rédaction. Le « marxisme » se vend, le « marxisme » s'achète en livres de poche, en conférences, en articles, en discours de toute sorte. Le marxisme est partout sauf là où il devrait être : dans les rangs du prolétariat. Et ce dernier ne peut pas ne pas refuser cette marchandise frelatée, cette philosophie sans âme, cette idéologie de la contre-révolution. Elle n'a rien à voir ni avec ses joies, ni avec ses peines, ni avec ses luttes. Ce « marxisme »-là se vend mal chez les prolétaires et force est donc, pour les boutiquiers qui tiennent en rebut cette marchandise, d'ouvrir des « semaines » commerciales, de grandes braderies au plus offrant.

De la dernière « semaine » en date, le « camarade » Garaudy, docteur en philosophie et dauphin de Thorez, dresse un bilan dans *Le Monde* du 6 mars. Il fut un temps où la collaboration d'un communiste à un journal bourgeois aurait entraîné son exclusion immédiate du parti. Mais les temps ont changé. Le marxisme s'est séparé du mouvement ouvrier pour flotter dans les hautes sphères de la « pensée ». Il est devenu le bien de tout le peuple, c'est-à-dire des savants, des professeurs, de la grande presse et des revues « spécialisées ». Il est donc naturel que Garaudy écrive dans un journal comme *Le Monde* qui touche précisément la clientèle recherchée. Aux ouvriers, l'Humanité avec ses bandes dessinées, le collage d'affiches et l'ingrate récolte des cotisations. A Monsieur Garaudy, *Le Monde* et la philosophie, les auditoires distingués et les droits d'auteur. Mais le marxisme, direz-vous ? Eh bien ! voyons ce qu'il en est resté.

Monsieur Garaudy définit ces « semaines » comme une « entreprise de confrontation des grandes forces vivantes de la pensée et de l'action de notre peuple ». Or, le marxisme (celui de Marx et de Lénine, pas celui des « semaines ») nous enseigne que, sous la domination du capital, la « confrontation des grandes forces vivantes » de la société s'impose avec la violence des antagonismes sociaux et

économiques dans une lutte de classes sans merci entre la bourgeoisie et le prolétariat. Il n'est pas de pensée ni d'action qui ne reflète, ne traduise plus ou moins directement les intérêts de l'une ou l'autre classe. Et le conflit de ces intérêts contraires ne se situe pas à l'échelle de « notre peuple », mais à celle du prolétariat international. Telle est la signification du matérialisme de Marx : le matérialisme historique.

Est-ce ce matérialisme-là qu'ont fait triompher les « semaines » de Monsieur Garaudy consacrées, ne l'oublions pas, au « matérialisme » ? Point du tout. Monsieur Garaudy prêche pour le matérialisme bourgeois. Il ne s'intéresse pas au développement des luttes de classe, mais au développement des idées. « Tant que l'on parlait dogmatiquement, nous dit-il, de « données » premières, sensibles ou intelligibles, aucun dialogue n'était possible : on s'installait au départ dans une vérité absolue, et l'on ne pouvait être que dedans ou dehors. » Ainsi, il est « dogmatique » de partir des « données premières », c'est-à-dire des luttes de classes, car elles rendent impossible le « dialogue ». Elles blessaient la sensibilité des bourgeois ; et d'ailleurs, pour le « camarade » Garaudy, les luttes de classes sont devenues inintelligibles. C'est donc après avoir mis de côté le matérialisme historique et l'antagonisme des rapports capitalistes que Monsieur Garaudy peut offrir au « dialogue » un matérialisme bourgeois émasculé qui permettra à tout le monde d'être à la fois « dehors » et « dedans », et à lui-même d'écrire à la fois dans l'Humanité et dans Le Monde, de se dire « communiste » et d'être un traître au prolétariat.

Ayant si bien exclu du débat le personnage historique du prolétariat, ses intérêts, ses luttes et sa conception du monde, Monsieur Garaudy peut camper tout à son aise les personnages falots qui constituent sa clientèle. Ce sont, voyez-vous, les pasteurs et les curés, les philosophes et les savants, les écrivains et les sociologues. Là est la « force », là est « l'action ». Comme tout camelot, Garaudy sait flatter. « Ce qu'il y a de remarquable dans un débat situé à ce niveau (non pas au niveau des luttes de classes, mais à celui des sacristains de la société bourgeoise), c'est que chacun, loin de nier les valeurs humaines dont le partenaire est porteur (quel joli mot ce « partenaire » dans la bouche d'un « communiste » s'adressant aux prêtres et aux docteurs !), cherche à les intégrer à sa propre vision du monde pour ne pas mutiler l'homme ni de la dimension de l'ouverture sur l'infini (sic!) ni de celle de l'initiative et de l'efficacité historiques (la fameuse « efficacité » des briseurs de grèves) ».

Ainsi, dans « notre » société, ce qui mutilé l'homme ce n'est pas l'exploitation du capital, ses orgies productivistes et belliqueuses, la division du travail qui engendre, à côté de l'abrutissement du travail manuel, l'abêtissement du travailleur intellectuel. Non, selon Monsieur Garaudy, cette société renferme des « valeurs humaines » qui valent d'être « intégrées » à la doctrine révolutionnaire du prolétariat pour que l'homme ne se sente pas mutilé. Les « marxistes », voyez-vous, seraient conscients que « leur marxisme s'appauvrirait si l'apport historique de saint Paul et de Pascal leur devenait étranger ». Le beau « marxisme », Panthéon de la culture occidentale, que Garaudy ouvre aux gardiens de l'Université, de la Science et de l'Eglise ! Qu'en penseront les marxistes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique ? Pour Monsieur Garaudy, l'universalité du marxisme ne repose pas sur le caractère mondial de l'exploitation capitaliste et des luttes prolétariennes, mais sur la diffusion de la culture bourgeoise dans tous les pays et, si possible, au sein du prolétariat.

Après avoir fait du « marxisme » un véhicule de la culture bourgeoise, notre « communiste » de chaire montre comment « tous les courants de la pensée con-

temporaire sont amenés à prendre conscience des exigences d'une histoire qui nous est commune». A tout seigneur, tout honneur : Garaudy commence par l'Eglise de Rome. On aurait pu croire qu'il emploierait pour glorifier le progressisme bourgeois le vieux procédé réformiste qui consiste à séparer le bon grain de l'ivraie, le « bon » chrétien du « clérical », le « vrai » patriote du « nationaliste », le « vrai » démocrate du « faux ». Et d'opposer l'Eglise du Christ à celle du Capital, l'esprit à la lettre, saint Jean à saint Pierre. C'est la démarche de tous les schismes qui, sous prétexte de revenir à une pureté originelle, ne veulent pas voir qu'il existe dès l'origine ce dualisme de la pensée religieuse exprimant les antagonismes des premières sociétés de classes. C'est pourquoi, par exemple, le schisme protestant ne pouvait servir qu'à couronner d'une auréole puritaine et pieuse le triomphe de la libre entreprise et de la propriété privée dans les pays anglo-saxons.

Si Monsieur Garaudy ne suit pas l'exemple des schismatiques, ce n'est pas qu'il n'attende rien de l'idéologie religieuse, ni qu'il pense que ses développements n'ont rien à voir avec la doctrine du prolétariat et l'armement du prolétariat pour sa lutte de classe contre toute exploitation. C'est parce qu'en pleine idylle œcuménique entre le pape de Rome et le patriarche de Moscou, l'heure n'est pas aux schismes. Il accorde donc un brevet de progressisme non pas seulement au « bon » chrétien, mais à toute l'Eglise. « La signification des deux premières sessions du Concile et de l'« aggiornamento » de l'Eglise catholique, c'est la prise de conscience de la nécessité d'intégrer plus pleinement l'humanisme scientifique et l'humanisme moral propres à notre temps ». Comment pouviez-vous ignorer, prolétaires de tous les pays, que les « exigences d'une histoire qui nous est commune » (commune avec celle des bourgeois, des curés, de la contre-révolution) sont d'intégrer « l'humanisme moral » de la Sainte Eglise et « l'humanisme scientifique » des fabricants de spoutniks ? Comment pouviez-vous ignorer que l'Eglise catholique « évoluerait » et qu'après avoir été le rempart de l'ordre féodal, puis de la bourgeoisie européenne et missionnaire, elle aurait aussi un rôle à jouer dans les pays « socialistes » aux côtés de l'orthodoxie ? Comment ignorer, enfin, que Rome était capable de prendre l'initiative historique de réunir les Eglises séparées pour construire, avec la bénédiction de Moscou, l'Eglise de l'impérialisme triomphant et de la contre-révolution stalinienne ?

Monsieur Garaudy donne également un certificat de progressisme aux courants mineurs : le protestantisme de K. Barth, l'existentialisme de Sartre, le rationalisme de Bachelard, etc. Là, il utilise le procédé classique du réformisme : il n'est pas de tendance qui n'ait son « bon » côté, de philosophie qui ne renferme des « promesses ». Au lieu de montrer les contradictions de la pensée religieuse et philosophique et d'en déterminer le caractère de classe, comme le fit Marx avec la philosophie hégélienne et post-hégélienne, avec les fondateurs petits-bourgeois de l'« existentialisme » (les Stirner et les Proudhon), Garaudy prolonge leur existence de marchands de philosophie. Il se refuse à placer le marxisme sur le terrain des luttes de classe qui seules mettront fin à tout « dialogue », à toute philosophie par l'union de la théorie et de la pratique dans le parti du prolétariat et par la suppression du travail salarié dans le programme de la société socialiste. Ainsi peut-il faire de son « marxisme » une philosophie et introduire dans cette philosophie le dualisme inhérent à toute philosophie. Monsieur Garaudy nous expose cette transformation en ces termes : « Le marxisme, dans son développement, élimine les déformations dogmatiques et scientistes, qui conduiraient à la prétention « pré-critique » de s'installer dans l'être et de dire ce qu'il est, pour mettre toujours davantage l'accent sur le moment de la « pratique » par lequel Marx et Lénine éliminaient toutes interprétations dogmatiques. »

Qu'est-ce que cela signifie ? Que le « marxisme » de Monsieur Garaudy n'a pas

« la prétention de s'installer dans l'être et de dire ce qu'il est », de s'implanter dans le prolétariat et de lui donner le sens de ses luttes. Que rejetant cette prétention du « dogmatisme », il veut bien aborder d'une façon « critique » le « moment de la pratique ». Le « marxisme » (le saviez-vous ?) est un agnosticisme, un empirisme et autres « ismes » du vocabulaire philosophique. Cette nouvelle définition que nous donne Monsieur Garaudy ne le cède en rien aux plus belles formules de Bernstein ou de Bogdanov. Le mouvement est tout, le but n'est rien, proclamaient les opportunistes de la Seconde Internationale. Monsieur Garaudy nous fournit ici sa propre version de cet axiome. Le « dogmatisme » c'est de vouloir introduire dans le mouvement ouvrier la conscience et la volonté qui le mèneront à ses fins révolutionnaires. Aussi le réformisme préfère-t-il remettre Marx en question, se mesurer avec la première philosophie venue, dire comme Monsieur Garaudy que « le problème ultime entre chrétiens et marxistes est matérialisme et transcendance », plutôt que de reconnaître que le « problème ultime » est celui de la révolution prolétarienne.

Le cercle est donc bouclé. La contre-révolution a séparé par la violence le socialisme et le mouvement ouvrier, les luttes de classes et leurs fins révolutionnaires. Les politiciens réformistes se sont fait du marxisme un monopole commercial qu'ils ont troqué contre des sièges au parlement, des places dans les ministères, des colonnes dans les journaux bourgeois. Vendu en gros à la démocratie, ce « marxisme » a été vendu en détail à ses laquais : les journalistes, philosophes, savants et prêtres. Il y a perdu son unité doctrinale découlant de l'intégrité de ses buts de classe pour se transformer en une philosophie, une science, une économie politique, une religion de l'ordre établi. Ce « marxisme » s'est lui-même fractionné et remis en question, comme toute philosophie bourgeoise inquiète de son avenir. Mais arrivé à un tel degré de reniement, il doit avouer l'abandon de toute « prétention pré-critique », de toute prévision d'un développement historique qui sorte des cadres de la société bourgeoise, pour mettre l'accent sur le « moment de la pratique », pour se définir comme un immédiatisme sans principe. Oui, en effet, le réformisme est avant tout « pratique ». Il repose sur la défaite du prolétariat mondial et n'a d'autre but que de la prolonger. Il substitue aux principes politiques du parti de classe les recettes électorales de la démocratie petite-bourgeoise. Il préconise pour les luttes de classes les « solutions » négociées et les « méthodes » bureaucratiques des grèves au compte-gouttes. Il rêve de supprimer les conflits entre Etats par le développement des « affaires » et du commerce international. Mais la pratique elle-même balayera ces illusions, cette politique, cette philosophie.

Lorsque, sous la pression des antagonismes sociaux, le prolétariat reviendra sur le terrain de ses intérêts de classe, il redécouvrira dans le marxisme l'unité de la théorie révolutionnaire et de la pratique des luttes de classe. Il ne cherchera pas plus sa force dans l'alliance contre nature avec la petite-bourgeoisie, qu'il n'attendra l'approbation de sa doctrine par les philosophes, les journalistes et les prêtres du capital. Le marxisme retrouvera son intégrité de classe longtemps défendue dans l'ombre par son parti. Et ce parti ne poursuivra qu'une tâche : non pas se faire admettre par les bourgeois, mais leur imposer sa dictature ; non pas leur faire partager sa doctrine, mais réaliser la conjonction historique du socialisme et du mouvement ouvrier. Alors, Monsieur Garaudy n'usurpera plus le nom de communiste et la lutte des classes décidera s'il faut le renvoyer à ses chères études ou le faire passer devant un peloton d'exécution.

LE MOUVEMENT SOCIAL EN CHINE

Dans les décennies qui ont suivi la révolution d'Octobre, le mouvement social en Chine a connu une ampleur et une acuité qu'expliquent seules l'aggravation des conflits interimpérialistes pour le partage du continent et l'active participation du prolétariat chinois aux luttes politiques. La période précédente, qui a son point culminant dans la révolte des Taïpings, avait vu la première vague de ce mouvement se briser contre la puissance expansionniste du capitalisme européen remis de ses crises de 1848 et de 1870. Mais ce mouvement, en Asie était encore politiquement informe.

Au contraire, sous l'influence de la révolution russe, les luttes de classes prirent vite une forme politique. En 1918, Sun Yat-Sen, fondait à Canton un gouvernement nationaliste bourgeois. Peu après se constituait le parti communiste de Chine. L'Asie entraît ainsi dans l'histoire moderne. Mais le ferait-elle par la petite porte de la *démocratie bourgeoise*, déjà condamnée dans le reste du monde, ou bien marquerait-elle la fin de son isolement par la victoire de la *révolution prolétarienne* ?

La dégénérescence de la révolution d'Octobre a liquidé toutes les chances du prolétariat chinois de voir s'abrèger ses souffrances et sa marche vers le pouvoir. Mais le stalinisme n'a pas aidé pour autant le mouvement nationaliste bourgeois, puisqu'il a fallu trente ans pour que soient tenues les promesses de Sun Yat-Sen : la « démocratie populaire ». Ce n'est d'ailleurs pas tout d'avoir inscrit en lettres d'or dans la constitution maoïste les principes politiques du Capital. La « question chinoise » demeure. Certes, il ne s'agit plus de savoir si le prolétariat chinois pourra l'emporter dans les luttes politiques et sociales de la révolution bourgeoise et sur l'arène mondiale des conflits de classes. Ce ne sont plus ses intérêts propres qui apparaissent aujourd'hui au premier plan dans la « question chinoise », mais ceux de l'Etat bourgeois cherchant à gagner sa place dans le concert des nations. Ainsi, Pékin montre bien sur quoi devait déboucher le mouvement de « démocratie populaire » : non pas l'*émancipation sociale* des opprimés, mais l'*émancipation nationale* du capitalisme chinois.

Au moment où les exécuteurs testamentaires de Sun Yat-Sen ont dû

rompre l'alliance que la bourgeoisie chinoise avait conclue avec Moscou en 1924, sacrifiant pour longtemps l'indépendance politique du parti du prolétariat, le rôle réactionnaire de l'U.R.S.S. apparaît même à ses plus fidèles acolytes. Mais pour nous, la rupture sino-soviétique ne révèle pas seulement l'opposition d'un capitalisme déjà mûr à la rivalité d'un jeune concurrent, comme jadis celle de l'Angleterre bourgeoise à la France de la Révolution et de l'Empire. Par delà ce *conflit d'intérêts entre l'Etat russe et l'Etat chinois*, les communistes doivent retrouver les termes du grand débat sur le sort de la révolution prolétarienne en Asie que les actuels dirigeants chinois ont tout aussi bien sabotée que Staline. Ce Staline auquel ils font appel contre Khrouchtchev !

Aussi grande qu'ait été la responsabilité de l'U.R.S.S. dans la défaite du prolétariat chinois, dans son ralliement au programme et au pouvoir bourgeois, la polémique avec Khrouchtchev, le faux « extrémisme » de Pékin, n'ont pour but que de prolonger la confusion et la sujétion des prolétaires chinois en les invitant à faire bloc autour de « leur » gouvernement pour construire le « vrai socialisme ». Or, s'il réussit jamais à redresser les torts causés par Moscou à la Chine, le « socialisme chinois » ne peut prétendre redresser ceux qui ont été faits au communisme révolutionnaire. Car l'histoire du mouvement prolétarien en Chine s'est soldée par l'échec des prolétaires à constituer un *parti de classe* qui pose et résolve de façon *internationaliste* les problèmes théoriques et tactiques de la révolution chinoise.

L'étude qui suit est consacrée au rappel de ces problèmes qui n'ont rien d'académique, mais représentent la chair et le sang des générations passées. En même temps que croîtront les antagonismes sociaux engendrés par l'accumulation capitaliste et les difficultés qu'elle rencontre en Chine du fait de l'impérialisme russo-américain, la prise de conscience par le prolétariat chinois des tares qui ont lié son sort à celui de la bourgeoisie nationale sera l'élément décisif d'une reprise de classe. Alors, à la Commune de Canton qui s'est dressée aux cris de « A bas le Kuomintang ! » fera écho un mouvement plus puissant encore contre la « démocratie populaire » fondée par les héritiers politiques du Kuomintang.

I. — THEORIE ET PRINCIPES

L'INVARIANCE DU MARXISME CONTRE LE « SOCIALISME NATIONAL »

Le marxisme s'est définitivement constitué en doctrine du prolétariat révolutionnaire dans les conditions historiques et sociales créées par l'essor du capitalisme industriel en Europe occidentale. Mais il ne fut ni allemand, ni anglais, ni français. La lutte qu'ont menée ses représentants contre Proudhon, Lassalle et, plus tard, les socialistes-révolutionnaires russes, fut une lutte contre les conceptions petites bourgeoises du « socialisme national ». Dès le début, Marx et Engels ont su dégager des lois écono-

miques du capital et des formes politiques de sa domination, les principes fondamentaux du parti de classe *valables pour tous les temps et pour tous les pays*. C'est pourquoi, depuis lors, la tâche des communistes n'est pas d'« adapter » le marxisme aux circonstances locales et provisoires de la lutte des classes, mais simplement de le porter au sein du prolétariat, d'en faire son arme, de réaliser la *jonction du mouvement ouvrier et de sa théorie révolutionnaire*.

Les falsificateurs staliniens ont présenté l'œuvre de Lénine comme une géniale « adaptation » du marxisme à la Russie arriérée et les Chinois ont affublé leur « socialisme » des mêmes attributs nationaux et populaires. Il est pourtant assez clair que la question nationale et coloniale n'impose au marxisme aucune espèce d'« enrichissement » et ne justifie aucune révision. C'est au cœur même de la révolution bourgeoise allemande que Marx a lancé le Manifeste des Communistes et défini les tâches du parti de classe. Quant à Lénine, sa grandeur est d'avoir pu mener jusqu'à la dictature du prolétariat la révolution antiféodale russe. Mais l'un et l'autre faisaient dépendre le succès définitif des prolétaires allemands ou russes du sort de la révolution mondiale, des luttes de classes dans les pays capitalistes plus avancés, et non d'un « enrichissement » du marxisme par la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays ».

Parce que l'Octobre rouge a dégénéré, entraînant avec lui la faillite de la III^e Internationale, la *conjonction historique du mouvement national des peuples opprimés et du mouvement communiste international* n'a pu se produire. La Chine en a été la première victime. Lorsque éclatait à Canton le « bloc des quatre classes », lorsque Tchang Kai-Chek s'appêtait à jouer le rôle de Kérensky, Moscou interdit au parti chinois de lancer le mot d'ordre d'Octobre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! ». Moscou, du reste, avait déjà réglé le sort du P.C.C. en imposant son alliance avec le parti bourgeois du Kuomintang. Mais Staline fit mieux : il put couper tous les ponts entre la révolution chinoise et les luttes de classes en Europe. La grève générale anglaise coïncidait avec l'assaut des prolétaires chinois. Staline la sabota en créant avec les Trade-Unions corrompus le fameux « Comité anglo-russe » qui liquida le plus puissant mouvement des ouvriers britanniques de l'après-guerre. On peut le dire, l'acte de naissance du « socialisme chinois » a été signé à Moscou, par Staline, avec le sang de la contre-révolution.

Du même coup, le rapport entre le mouvement prolétarien des pays avancés et les mouvements nationaux des colonies se trouva renversé. On n'attendait plus, comme Lénine, le salut des révolutionnaires russe et chinoise des succès du mouvement communiste en Europe. La lumière viendrait de l'Est et les prolétaires d'Occident ne devraient espérer leur libération que de la « construction du socialisme » en U.R.S.S. ou de l'indépendance nationale des pays d'Afrique et d'Asie, ce qui affaiblirait les « monopoles » impérialistes et renforcerait la « démocratie ». Ainsi, *les révolutions nationales se faisaient passer abusivement pour « socialistes » et le prolétariat devait épouser les intérêts de la nation et de la démocratie*. Dans les pays

devait épouser les intérêts de la nation et de la démocratie. Dans les pays capitalistes avancés où l'ère des révolutions bourgeoises était close depuis 1870, le « socialisme national » invita le prolétariat à faire cause commune avec la petite bourgeoisie contre les « monopoles étrangers », contre le « fascisme » et pour la « rénovation de la démocratie ». Dans les pays arriérés, il le poussa au bloc avec la bourgeoisie « patriote » pour accomplir la « révolution nationale » ou même (c'est le cas de la Chine), il imposa au prolétariat les tâches de la bourgeoisie défaillante, historiquement condamnée, et lui fit réaliser non pas son programme de classe, mais celui du Capital.

A l'époque de l'impérialisme, il n'est pas d'Etat bourgeois arriéré qui ne mette sa boutique à l'enseigne du « socialisme ». *Mais ce « socialisme national » a une histoire internationale : celle de la contre-révolution.* En Chine notamment, il représente l'idéologie qui l'a emporté sur les ruines du parti de classe.

PERSPECTIVES D'UNE REVOLUTION DOUBLE

La question fondamentale de tout le mouvement social en Russie avait été de savoir si ce pays arriéré devrait rattraper son retard sur l'Occident en empruntant aussi la voie bourgeoise de l'Europe, ou s'il lui serait possible d'éviter le *capitalisme*. Contre les libéraux occidentalistes qui rejetaient tout bond historique par-dessus la société bourgeoise, slavophiles et populistes croyaient en découvrir le secret dans le passé réactionnaire de la Russie. Pour eux, le communisme de village, le mir, présentait toutes les promesses d'un passage direct au communisme supérieur. Mais ils fermaient les yeux à la fois sur l'existence d'un puissant féodalisme russe et sur les premiers germes du développement capitaliste dans l'Empire des tsars.

A cette conception *nationale* et *idéaliste* du bond par-dessus la phase bourgeoise, le marxisme a opposé sa conception *scientifique* et *internationale* du développement combiné. Il mit d'abord l'accent sur la décomposition des communautés villageoises et montra que la lutte des paysans n'avait pas pour objet la défense de la propriété collective, mais le partage du sol, le droit à la propriété privée. Ces luttes de classes ne pouvaient donc déboucher que sur une révolution bourgeoise. Pourtant celle-ci se produirait dans des conditions historiques telles que la bourgeoisie, non seulement russe mais mondiale, aurait déjà engendré son fossoyeur : le prolétariat. Ainsi, dans la révolution russe, il y avait des chances pour abréger les misères de l'accumulation capitaliste si le prolétariat russe réussissait à s'organiser en détachement d'avant-garde du prolétariat international et si son action donnait le signal à la révolution socialiste en Europe.

Devant un retard encore plus grand des campagnes chinoises et une concentration plus gigantesque du capital étranger dans les villes comme Changhaï, Hongkong et Canton, la même question se posait à la Chine. Réussirait-elle ce bond par-dessus les siècles et les modes de production qui la conduirait des formes encore primitives de la société de classes aux

confins historiques de la société sans classe ? La présence en Russie d'un pouvoir prolétarien renforçait ces chances en mettant à l'ordre du jour de la politique mondiale la lutte directe contre la domination du capital.

Comme dans la Russie prérévolutionnaire, il s'est trouvé en Chine un courant nationaliste idéalisant les structures communautaires d'un passé révolu dans lesquelles il voyait la solution de l'avenir. En en a un écho dans le bréviaire politique de Tchang Kai-Chek « Destin de la Chine ». Mais la crise sociale ne pouvait plus être résolue à la manière des vieux réformateurs, par un repartage des terres et un changement de dynastie.

Quant au « populisme » chinois illustré par Sun Yat-Sen, le fondateur du Kuomintang, il se distinguait du populisme russe par une moins grande hardiesse théorique puisqu'il n'envisageait pas aussi ingénument d'éviter le capitalisme, mais plaçait le « socialisme » au bout de la révolution nationale et démocratique. A la différence du populisme russe, il n'est pas non plus « allé au peuple » ; il se contenta d'y envoyer... le parti communiste. Même sous sa forme la plus organisée et déjà réactionnaire (le Kuomintang), il n'est jamais arrivé à pénétrer et à représenter vraiment la paysannerie chinoise. Voilà ce qu'un parti de classe du prolétariat aurait dû dénoncer au lieu d'apporter sa caution politique au Kuomintang et d'enfermer le mouvement social dans les limites étroites de la « démocratie populaire ».

Le critère appliqué par les bolchéviks à la Russie était donc également valable pour la Chine. Tenaillée par un prolétariat grandissant, la bourgeoisie « nationale » hésiterait à mener à terme sa révolution. Cela n'était pas une raison pour que le prolétariat abandonne son drapeau, bien au contraire ! Comme en Russie, l'apparition des Soviets en Chine marquerait le caractère double de cette révolution en la rattachant au mouvement communiste du prolétariat international. Les communistes de Chine devaient donc se préparer à lancer dans la lutte des classes le mot d'ordre de la *révolution permanente*. Il était la seule ligne politique qu'imposait à la Chine la *loi du développement combiné* d'un mouvement national bourgeois coïncidant avec l'action des ouvriers organisés. La force de cette loi n'a d'ailleurs pas été démentie par l'échec du prolétariat. Car la classe qui devait avoir l'initiative historique l'a, en un sens, gardée réalisant non pas sa propre révolution, mais les basses œuvres de la bourgeoisie défaillante. Tant il est vrai que le capital ne vit que des erreurs et des défaites des prolétaires !

SUR LA « NATURE » DE LA BOURGEOISIE COLONIALE

Le stalinisme a tout fait pour opposer à la conception dialectique du développement combiné une conception gradualiste excluant tout bond par-dessus « l'étape » bourgeoise. Il ne l'a pas fait par goût de la théorie, mais pour justifier en Chine une autre tactique que celle de l'Octobre russe : la tactique menchéviste de la « révolution par étapes ». La « science » stalinienne s'est alors ingéninée à creuser un fossé infranchissable entre la Chine et la Russie.

Pour rendre plus acceptable la « construction du socialisme » en U.R.S.S.,

l'historiographie soviétique s'était déjà empressée de combler le retard historique de la Russie sur l'Europe en établissant un faux parallélisme dans leur développement capitaliste. Trotsky l'a dénoncé en son temps dans ses polémiques contre l'historien Pokrovski. Pour la Chine, on élabore une théorie qui prétendait l'opposer à la Russie tsariste par deux traits essentiels : le joug colonial et un féodalisme encore plus puissant et plus arriéré dans les campagnes. Selon cette théorie, la pression de l'impérialisme devait rendre la bourgeoisie anticoloniale chinoise plus révolutionnaire que la bourgeoisie antitsariste russe. Il s'ensuivait, bien sûr, que pendant toute une période cette bourgeoisie devrait avoir les mains libres et l'appui du prolétariat pour abattre la domination étrangère. Voici ce que répondait Trotsky dans sa brochure « La révolution chinoise et les thèses de Staline » : « Une politique qui ignorerait la puissante pression exercée par l'impérialisme sur la vie intérieure de la Chine serait radicalement fautive. Mais non moins fautive la politique qui partirait d'une idée abstraite de l'oppression nationale, *sans connaître sa refraction dans les classes* (souligné par nous — N.D.L.R.)... Le rôle énorme que joue le capital étranger dans la vie de ce pays est cause que des catégories très importantes de la bourgeoisie, de la bureaucratie et de la caste militaire ont lié leur destinée avec celle de l'impérialisme. Sans cela on ne pourrait comprendre le rôle colossal des militaristes dans la Chine moderne. Ce sera encore une profonde naïveté de croire qu'entre la bourgeoisie des compradores, c'est-à-dire des agents économiques et politiques du capital étranger en Chine, et la bourgeoisie « nationale » il y aurait un abîme. Au contraire, ces deux catégories sont incomparablement plus près l'une de l'autre que la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes. La bourgeoisie a participé à la guerre nationale comme un frein intérieur en jetant continuellement un regard hostile aux ouvriers et aux paysans, toujours prête à un compromis avec l'impérialisme. »

Parce que la révolution chinoise de 1924-1927 a coïncidé avec les dernières flambées révolutionnaires du prolétariat occidental, à une époque où le fascisme et les fronts populaires n'avaient pas encore cristallisé les blocs de la deuxième guerre mondiale, la « question chinoise » a servi de tremplin au réformisme dans les mouvements nationaux et coloniaux. Mais la position défendue alors par Trotsky s'est vérifiée dans tous les autres cas. Loin d'être plus « révolutionnaires », les bourgeoisies nationales sont toujours plus lâches et plus opportunistes à l'époque de l'impérialisme. Les leçons de l'Octobre russe étaient aussi valables pour les pays coloniaux d'Afrique et d'Asie. Comme le montra Trotsky, en tirant du joug colonial le caractère révolutionnaire de la bourgeoisie chinoise, on renouvelait l'erreur (et la tactique) des menchéviks qui faisaient découler de l'exploitation féodale une prétendue « nature » révolutionnaire de la bourgeoisie russe. S'il était permis d'élever *les révolutions anticoloniales au niveau des révolutions nationales bourgeoises*, il n'était pas possible pour le marxisme de les *placer au-dessus des révolutions bourgeoises classiques*. Bien au contraire, plus qu'une révolution bourgeoise classique, une révolution anticoloniale met en cause les intérêts du capitalisme mondial et pousse donc

forcément à l'avant-scène les vrais protagonistes de la lutte des classes à l'époque impérialiste : bourgeoisie et prolétariat.

LA THEORIE DU « FEODALISME » CHINOIS

La théorie stalinienne du « féodalisme chinois » n'était guère plus heureuse que celle sur la « nature révolutionnaire » de la bourgeoisie anticoloniale. Elle avait également pour but d'embellir le rôle de la bourgeoisie « nationale » en la présentant comme l'émancipatrice du serf. Or, moins encore qu'en Russie, la bourgeoisie chinoise avait intérêt à prendre la tête de la révolution agraire et moins encore qu'en Russie elle avait une « mission antiféodale » à accomplir.

En effet, le retard de la Chine, comme celui de la Russie, était dû entre autres causes à l'incapacité de sa bourgeoisie à se constituer en classe dominante, autonome. Elle ne s'était pas développée, comme la bourgeoisie européenne, en opposition aux autres classes de la vieille société, mais en simple appendice de celle-ci. Car elle s'était tout naturellement greffée à la caste des mandarins à travers le commerce du sol qui était resté libre pendant près de deux millénaires. A la différence du serf, le paysan chinois a toujours pu vendre, acheter ou louer sa terre. Les propriétaires fonciers n'étaient pas une classe privilégiée par rapport au « tiers état », comme dans l'Europe féodale, mais ils étaient toujours étroitement liés à la classe des marchands et des usuriers. Il n'existait donc pas de propriété féodale, de même qu'il n'existait pas de servage proprement féodal. Les servitudes du paysan chinois ne venaient pas de l'attachement à la glèbe d'une main-d'œuvre dont le seigneur pouvait librement disposer. Il s'agissait presque toujours d'une dette contractée pour l'affermage d'un lopin de terre rare et précieux. La diffusion d'une rente en nature ou en travail n'avait rien à voir avec une rente féodale ; elle était une conséquence extrême de la dégénérescence du mode asiatique de production et d'un développement exclusivement usuraire de la rente capitaliste. C'est pourquoi une révolution agraire menée par la bourgeoisie contre les « féodaux » était une chose impossible en Chine. Point de « tiers état » libérant le paysan de la glèbe ; car, ce faisant, la bourgeoisie irait contre son propre intérêt de classe qui dispose du capital marchand et usuraire. Ainsi vole en éclats la théorie du « féodalisme chinois ».

En fait, Marx distinguait du féodalisme et de l'esclavage antique un « mode asiatique de production » dont la Chine était resté le seul exemple historique vivant après la décadence de l'Egypte ancienne et de la Mésopotamie. Certes, ce mode de production avait dégénéré, mais il n'était pas possible d'en faire abstraction pour comprendre le caractère particulier, « l'originalité » de la révolution chinoise. Le retard de la Russie face à l'Europe s'expliquait déjà partiellement par quelques traits « asiatiques ». C'était notamment l'union de l'agriculture et de l'artisanat domestique qui empêchait le développement des villes et de la bourgeoisie. Mais, à l'aube des révolutions bourgeoises en Europe occidentale, la Russie remédia à cet inconvénient par l'instauration tardive du servage, par un féodalisme d'Etat répondant aux besoins du commerce, du prestige et de la guerre

devant l'Occident. Tel fut le fil conducteur de la politique tsariste, d'Ivan le Terrible à Catherine II.

En Chine, la prédominance du mode asiatique de production s'expliquait par la nécessité d'une régulation sociale des eaux des grands fleuves pour rendre possible une agriculture. C'est là que l'Empereur « Fils du Ciel » puisa le principe de son despotisme tenace ; c'est là que les paysans libres, unis par les travaux communs d'irrigation, trouvèrent le moyen de résister victorieusement à la féodalité. Pour les mêmes raisons, l'esclavage n'avait connu en Chine qu'une forme domestique et ne s'était pas institué en mode de production spécifique, comme dans l'Antiquité grecque ou romaine. Aucun bouleversement de l'histoire n'avait réussi à « féodaliser » la Chine : ni les invasions mongoles, ni la dynastie mandchoue, ni enfin l'appui donné par l'impérialisme mondial aux « seigneurs de la guerre » pour mieux réaliser sa politique de partage du pays en sphères d'influence.

Mais une telle conception du développement historique qui offrait la perspective saisissante d'un bond de deux millénaires par-dessus les formes les plus barbares des sociétés de classes, aurait rejeté la bourgeoisie chinoise, l'allié du « bloc des quatre classes » comme un élément de parasitisme et de réaction. Or, c'est ce bond révolutionnaire de la Chine et avec elle du prolétariat mondial que Staline entendait rejeter. Pour cela il inventa une conception gradualiste du développement historique qui établissait en Chine cette succession : esclavagisme, féodalisme, capitalisme. Après cette ultime « étape », on parlerait de révolution prolétarienne !

II. — REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION : 1924-1927

L'ALLIANCE AVEC LE KUOMINTANG :

VICTOIRE DU MENCHEVISME

Les théories sur le caractère « antiféodal » de la révolution chinoise et sur la « nature révolutionnaire » de la bourgeoisie coloniale n'avaient qu'un but : rallier le parti du prolétariat aux objectifs nationaux du Kuomintang. Ce fut chose faite en 1924. Au Premier Congrès du Kuomintang réunifié, le parti communiste chinois apporta son adhésion au parti de Sun Yat-Sen.

Aucune des justifications qui furent données à cette alliance ne résiste à une sérieuse critique marxiste. Ni l'argument de la faiblesse numérique du P.C. : en aucun cas, et surtout dans sa phase embryonnaire, le parti ne doit altérer sa *physionomie de classe* et compromettre son *indépendance*. Ni l'argument selon lequel le Kuomintang n'était pas un parti bourgeois mais représentait seulement un « *bloc de quatre classes* », voire un *parlement révolutionnaire* dans lequel le parti du prolétariat avait le devoir d'entrer pour y accomplir sa tâche pendant la révolution bourgeoise. En effet, si le Kuomintang avait vraiment représenté un tel parlement et non un *parti politique*, pourquoi aurait-il imposé aux communistes l'*adhésion individuelle* qui leur interdisait de se comporter en parti défendant ses propres objectifs et ses propres méthodes au sein de cette prétendue assem-

blée ? Dernier argument qui, lui, reconnaissait au Kuomintang le caractère d'un parti bourgeois : on déclara que l'alliance relevait de la tactique des *accords partiels et temporaires* avec d'autres partis révolutionnaires que Marx et Lénine n'excluaient pas dans la révolution nationale bourgeoise. Cet argument du « *front antiimpérialiste* » l'emporta, mais Trotsky eut le mérite de montrer que ces *accords n'avaient rien à voir avec la tactique*. Il les dénonça comme une *alliance de principe*, comme le raliement du P.C.C. au programme de la bourgeoisie.

Pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter au communiqué signé par Joffé et Sun-Yat-Sen, le 26 janvier 1923, à la suite des pourparlers préliminaires entre Russes et Chinois : « Le Dr Sun-Yat-Sen estime que *ni l'organisation communiste, ni même le système des soviets ne peuvent être actuellement introduits en Chine*, parce que les conditions nécessaires au succès de l'établissement du communisme ou du soviétisme n'y existent pas. Cette opinion est *entièrement partagée* par M. Joffé qui est d'avis que le problème le plus important et le plus pressant de la Chine est d'*achever son indépendance nationale...* »

Ainsi, le révolutionnaire bourgeois Sun Yat-Sen déniait comme les menchéviks russes la possibilité d'une révolution prolétarienne en Chine. Quant au représentant de la république des Soviets, il « partageait » son opinion. La diplomatie russe avait semé le menchévisme en Chine. Que pensaient en effet les menchéviks ? Que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme, ce qui était vrai sur le plan économique, mais faux quand on en tirait la conclusion politique que dans la révolution bourgeoise le prolétariat organisé ne devrait jouer qu'un rôle d'appoint en revendiquant tout au plus certaines réformes sociales tendant à « mener jusqu'au bout » le mouvement antiféodal. Un parti de classe ne peut se bâtir sur ces principes. Pourtant, comme on sait, la position menchéviste se manifesta dans le Parti bolchévik lui-même entre février et avril 1917. Staline était alors de ceux qui préconisaient la convocation de l'Assemblée Constituante pour mettre un terme « démocratique » à la dualité des pouvoirs bourgeois et prolétarien. Il fallut toute l'énergie lucide de Lénine pour substituer au mot d'ordre du menchévisme celui du parti de classe : « Tout le pouvoir aux Soviets ! ». Mais cela ne fut possible que parce que les bolchéviks avaient derrière eux une *longue tradition de lutte contre le menchévisme*, parce qu'ils avaient su se différencier de tous les partis bourgeois et petits bourgeois dans la préparation révolutionnaire. En Chine, cette offensive de classe fut immédiatement réprimée parce que, depuis longtemps, le parti communiste avait pieds et poings liés avec le Kuomintang.

Le point de vue du Kuomintang sur le déroulement de la révolution chinoise se résume dans les « *Trois principes du peuple* » formulés par Sun Yat-Sen : nationalisme, démocratie et socialisme. Le principe du « *nationalisme* » concernait la lutte pour l'indépendance nationale et l'unification du pays. Par « *démocratie* » Sun Yat-Sen entendait l'instauration d'un régime parlementaire bourgeois. Beaucoup plus vague était la notion de « *socialisme* » qui recouvrait simplement quelques réformes « sociales ». Le Kuomintang considérait la réalisation de chacun de ces principes

comme une « étape » indispensable avant de pousser plus avant la révolution chinoise. D'abord, l'unité nationale ; puis l'Assemblée Constituante ; enfin, les réformes sociales. Cette tactique de la bourgeoisie visait à lui laisser l'entière initiative et la direction du mouvement révolutionnaire. Elle était pourtant incapable de donner le moindre résultat : l'indépendance nationale ne pouvait être réalisée que par l'insurrection paysanne et la révolution agraire ne pouvait être vraiment radicale que sous l'impulsion du prolétariat.

Au lieu d'affirmer dans la pratique le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution chinoise, Staline se contenta de reprendre les thèses menchévistes de Sun Yat-Sen sur la « révolution par étapes » qui devinrent doctrine officielle de l'Internationale. A « l'étape antiimpérialiste », il ne fallait pas « effrayer » la bourgeoisie nationale par d'excessives revendications agraires. A « l'étape de la révolution agraire », il ne faudrait pas aller au-delà des aspirations forcément bourgeoises de la paysannerie. Quant à « l'étape socialiste », même après la conquête du pouvoir par Mao Tsé-toung, Moscou s'est refusé à en reconnaître l'avènement. Staline rappelait volontiers que la révolution chinoise avait surtout un caractère « antiféodal » et ne saurait donc avoir les prétentions de la Sainte Russie à « construire le socialisme ». Ce que l'U.R.S.S. refusait par là à la Chine, on le voit mieux aujourd'hui, ce n'était pas le socialisme dont l'avenir fut à jamais compromis par l'alliance avec le Kuomintang, mais tout simplement un puissant développement capitaliste.

L'alliance avec le Kuomintang, du reste, n'a pas été fatale au seul prolétariat, elle a même constitué un frein au mouvement d'indépendance nationale. Lorsque la répression de Tchang deviendra trop évidente, en 1926, le P.C.C. lancera le mot d'ordre d'alliance avec la seule « gauche » du Kuomintang pour lutter contre la « droite ». Et il enverra des ministres « communistes » dans le gouvernement de gauche de Ouhan en novembre 1926. Cette alliance dura le temps de compromettre définitivement le P.C.C. dans la répression du mouvement paysan. Aussi fut-elle dénoncée par Mao Tsé-toung, lors de la création des premières « républiques soviétiques » dans la Chine du Sud. Pourtant, dès le début de la guerre sino-japonaise, Mao renoua avec un « front uni antiimpérialiste » d'abord hostile à Tchang, mais qui bientôt l'accueillit dans ses rangs. En 1940, la rupture était imminente lorsque la guerre « antifasciste » rapprocha encore les deux partis. Nouvelle alliance en 1945, imposée par Staline, et dont Mao ne put se tirer qu'en s'emparant du pouvoir.

On le voit, cette alliance P.C.C.-Kuomintang fut un puissant obstacle au mouvement national. Mais chaque fois que le P.C.C. la rompit ce ne fut pas pour se placer sur un terrain de classe abandonné dès 1924, mais pour mieux réaliser la politique du Kuomintang. *Le Parti communiste chinois était devenu le « véritable » Kuomintang*, le champion interclassiste des intérêts du capitalisme chinois. A la fin des années 20, il rompit avec le parti de Tchang pour conquérir la paysannerie aux objectifs nationaux bourgeois, ce que Tchang n'avait pu faire. A la fin des années

40, ce fut pour liquider le passif de la guerre impérialiste et réaliser l'unité du pays.

L'ECRASEMENT DU PROLETARIAT

Une simple chronologie du mouvement ouvrier chinois ferait apparaître sa rapide croissance et une brusque répression dans les dix années qui suivirent la première guerre mondiale. Ce fut bien peu de temps pour qu'une avant-garde communiste puisse se forger, si on le compare aux décennies pré-révolutionnaires pendant lesquelles le parti bolchévik s'est aguerri. Mais l'on pouvait espérer qu'avec une bonne direction de l'Internationale, sans parler des conditions objectives de la lutte des classes, le parti chinois aurait réussi lui-même à brûler les étapes et à être au rendez-vous de la révolution. Or, c'est le contraire qui s'est produit : le parti a été dépassé par le mouvement des masses et les mesures de l'Internationale l'ont rendu incapable d'accomplir sa tâche au moment voulu. Aussi, le prolétariat chinois a-t-il dû tirer de ses propres défaites tous les enseignements de la révolution et jusqu'à sa ligne politique. Il l'a fait *héroïquement et d'une manière irréversible*, si bien que par delà son silence actuel il retrouvera dans cette expérience passée l'essentiel de ses traditions de classe.

Totalement absent dans la révolution de 1911, le prolétariat chinois ne participa que sous la forme d'une grève de coolies au *Mouvement du 4 mai* 1919 par lequel la bourgeoisie « nationale » entendait manifester son mécontentement à l'égard des accords de Versailles qui remettaient aux impérialistes vainqueurs les biens de l'Allemagne en Chine. En juillet 1921, eut lieu le congrès de fondation du parti communiste. On y prononça d'abord l'exclusion des anarchistes et de certains représentants bourgeois que l'on verra plus tard à la tête du Kuomintang. L'accent était mis sur les luttes économiques et sur la création de syndicats ouvriers. Dès lors, le parti prend la direction d'un certain nombre de grèves où il revendique le droit d'organisation. Les deux plus puissantes sont celle des marins de Hongkong en janvier 1922 et celle des cheminots de la ligne Pékin-Hankéou en février 1923. Cette dernière grève se termina par une répression sanglante qui marqua un arrêt dans l'essor du mouvement ouvrier. Mais dès ces premiers pas de graves divergences apparurent entre le P.C.C. et le Kuomintang sur la question syndicale.

« Les éléments prolétariens et semi-prolétariens — déclarait Safarov au Premier Congrès des Travailleurs de l'Extrême-Orient en janvier 1922 — doivent s'organiser d'une façon indépendante dans leurs syndicats de classe. Les syndicats que l'on forme actuellement comme guildes et organisations corporatives directement liées au Kuomintang ne peuvent être reconnus par nous comme des syndicats de classe... » Au lieu de résoudre ces problèmes, l'alliance avec le Kuomintang les compliquera.

Le *Mouvement du 30 mai* 1925 donne le signal d'une nouvelle vague de luttes sociales. Ce fut d'abord une grève des ouvriers du textile de Tsingtao contre leurs patrons anglais et japonais. Après une fusillade à

Changhai, le mouvement se transforma en grève générale des ouvriers, des étudiants et de la bourgeoisie qui se mit à boycotter les marchandises étrangères. La grève dura de juin à novembre 1925, ruinant le commerce britannique au moment même où les mineurs anglais entraient en lutte dans la métropole. C'est alors que les premières frictions entre la bourgeoisie « aintiimpérialiste » et le prolétariat chinois se firent jour. La bourgeoisie déserta bientôt le comité de grève qu'elle avait soutenu. Le Kuomintang fut effrayé par l'afflux à Canton des prolétaires de Hongkong qui abandonnèrent le port anglais et exercèrent une pression révolutionnaire sur les ouvriers moins avancés de Canton. A la fin de 1925 une tendance se dessinait à l'intérieur du Kuomintang contre la collaboration avec le P.C.C.

Le 20 mars 1926, Chang Kai-chek faisait arrêter les communistes de l'Ecole Militaire de Whampoa et des dirigeants de « gauche » du Kuomintang. Staline fit le silence le plus complet sur ce coup de main et l'alliance fut préservée moyennant l'appui du P.C.C. pour la campagne contre les militaristes du Nord et un frein sérieux aux revendications économiques dans les territoires « libérés ». Bientôt, le principe de l'arbitrage gouvernemental fut établi et les grèves interdites dans le secteur public. Une résolution prise par le C.E. du P.C.C., le 13 décembre 1926, décrit fort bien la situation découlant du maintien de l'alliance à tout prix :

« Le plus grand danger consiste en ceci : que le mouvement des masses progresse vers la gauche, tandis que les autorités politiques et militaires, en voyant la croissance rapide du mouvement des masses, sont prises de peur et commencent à pencher à droite.

Si des tendances extrêmes continuent à se développer dans l'avenir, l'abîme entre les masses et le gouvernement se creusera de plus en plus largement, le front rouge uni finira par être détruit, et l'ensemble du mouvement national apparaîtra comme étant en danger.

(...) Dans la pratique de la lutte des ouvriers et les paysans, nous devons éviter les illusions (revendications trop grandes des artisans et des ouvriers, participation des piquets ouvriers dans les affaires administratives, prise par les paysans de la propriété de la terre, etc.). Et ceci afin de nous guérir de la maladie infantile de gauche ».

Au printemps 1926 débute la campagne des armées nationalistes contre les « seigneurs de la guerre ». En novembre, le gouvernement quitte Canton pour Ouhan, une des trois villes formant l'agglomération de Hankéou. Le gouvernement de Ouhan donne trois porte-feuilles ministériels au P.C.C. et entre autres ceux de l'Agriculture et du Travail. Pendant ce temps Chang Kai-chek marche sur Changhai dont la conquête sera décisive pour le sort de la révolution.

Le 21 mars 1927, éclate à Changhai une insurrection armée du prolétariat qui devance l'entrée des troupes nationalistes. La ville est au mains des ouvriers. Mais le P.C.C. refusera de poursuivre la lutte et fera remettre les armes de ses sections aux hommes de Tchang Kai-chek qui fêtera son

entrée dans la ville par l'exécution de milliers de prolétaires, le 12 avril 1927.

Le Kuomintang de « gauche » suit le même cours. En mai, la garnison de Tchangcha attaque les communistes et exécute leurs leaders. En juin, ce sont des raids armés contre les Bourses du Travail. Le 15 juillet, le conseil politique du Kuomintang exclut tous les communistes du parti ; dans les jours qui suivent on arrête et exécute nombre d'entre eux.

Vient enfin la *commune de Canton* qui dura du 11 au 14 décembre. Née sur l'instigation de l'Internationale, mais aussi du désespoir et de la colère des ouvriers chinois, elle lança les vrais mots d'ordre de la révolution *en mettant hors la loi toutes les tendances du Kuomintang*. Pourtant c'était déjà le reflux et la situation objective ne laissait plus d'autre issue que la défaite finale. Les rangs du prolétariat étaient complètement décimés.

LE MOUVEMENT PAYSAN

Le mouvement agraire des années 1925-1928 connut le même sort que le mouvement ouvrier, avec cette différence que la défaite de la paysannerie chinoise ne fut pas aussi radicale que celle du prolétariat. Le caractère chronique de la crise agraire laissait prévoir à court terme une nouvelle vague révolutionnaire. Pourtant, le prolétariat battu, cela signifiait que la paysannerie basculerait toute entière du côté de la bourgeoisie.

Dès la formation à Canton du second gouvernement Sun Yat-Sen, en avril 1921, des divergences surgirent entre le Kuomintang et le parti communiste sur la question agraire. Le parti nationaliste entendait renvoyer à plus tard la nationalisation des terres et en vint à une simple limitation du taux de fermage. Par là il restait fidèle à son programme : le « socialisme » après l'unification du pays, après « l'étape démocratique ». Avec les débuts de la Campagne du Nord la situation s'aggrava du fait des impôts extraordinaires prélevés pour l'équipement de l'armée, du fait aussi d'une lutte ouverte opposant milices contre-révolutionnaires (les Mintouans) et paysans pauvres. Au cours de cette lutte se formèrent des « unions paysannes » dont les premières apparurent dans le Kouangtong vers 1924. Ayant pour but de combattre les Mintouans et de réaliser les réformes promises par le gouvernement nationaliste, elles formulèrent des revendications qui, tout en étant modestes, dépassaient le cadre des mesures gouvernementales. Les « unions » demandaient une baisse des fermages, l'abolition des impôts extraordinaires avec introduction d'un impôt progressif sur le revenu, l'auto-gouvernement rural, la liberté d'organisation et l'armement des paysans.

Le Kuomintang ne pouvait satisfaire ces revendications. Le P.C.C. se contenta de les freiner. A la date du 20 mars 1926 qui vit la fin du pouvoir de « l'aile gauche » à Canton (5 membres du P.C.C. se trouvaient dans le Comité Central du Kuomintang), le pouvoir nationaliste n'avait pris que trois mesures en faveur de la paysannerie : 1) décret sur la liquidation du banditisme ; 2) création d'organisations paysannes ; 3) défense contre les Mintouans. Rien sur la réforme agraire. Le P.C.C. opposait à la

demande d'armement des paysans celui du désarmement des Mintouans. Lorsque les « unions paysannes » deviendront assez fortes et prendront en main le partage des terres, le P.C.C. essaiera simplement de les coiffer pour en faire des organes gouvernementaux, au lieu de lutter en leur sein pour en faire de véritables Soviets. En avril 1927, Staline préconisa bien l'armement des paysans et le déclenchement de la « révolution agraire », mais il refusait toujours le mot d'ordre des Soviets.

Le résultat de cette politique fut que le mouvement paysan, au lieu de grandir et de passer à une forme supérieure d'organisation, retomba au niveau traditionnel des sociétés secrètes à caractère politico-religieux provoquant des insurrections armées contre les usuriers et les propriétaires, comme celles du Chantoung et du Kiangsou au printemps 1929, du Honan et du Sétchouan à la fin de la même année. Dans bien des régions la « révolution agraire » s'en tint à cette forme embryonnaire. Devant l'Internationale, le « ministre » communiste du gouvernement de Ouhan fera cet aveu : « Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans... Le gouvernement n'a pas accepté les revendications paysannes que nous lui présentions au nom des diverses organisations publiques. Dans les conflits éclatant entre gros propriétaires et paysans pauvres, le gouvernement a toujours pris le parti des premiers » (Cité par Trotsky dans « La révolution chinoise et les thèses de Staline »).

Pour condamner cette politique une Conférence extraordinaire du P.C.C. s'est tenue à Hankéou en août 1927 ; une nouvelle ligne, que Mao Tsé-toung jugera plus tard comme « gauchiste », fut alors adoptée : elle préconisait la confiscation et même la nationalisation du sol. En novembre 1927, Mao fut même limogé pour opportunisme lors de « l'insurrection à la moisson d'automne ». Ce n'est qu'au VI^e Congrès du parti, tenu à Moscou en septembre 1928, que Mao put définitivement l'emporter en définissant une tactique modérée dans la confiscation des terres. Elle limitait le partage aux propriétaires fonciers et précisait : « L'aggravation de la lutte contre le koulak est une erreur au stade actuel, car elle efface la contradiction fondamentale entre la paysannerie et la classe des propriétaires fonciers ». C'est cette ligne qui inspirera la loi agraire de novembre 1931.

L'historiographie officielle présente Mao Tsé-toung comme l'homme qui a su redresser le parti et donner une juste appréciation du mouvement paysan. Pour ce qui est de la question agraire, nous pouvons voir que la nouvelle tactique n'avait rien qui puisse modifier radicalement la situation en pleine phase, d'ailleurs, de repli révolutionnaire. Quant au parti lui-même, Mao en a été plutôt le fossoyeur que le sauveur. Selon son école, l'opportunisme du P.C.C. dans la révolution de 1927 n'était imputable ni à l'orientation de l'Internationale, ni à la théorie menchéviste de la révolution « par étapes ». On reprocha seulement aux dirigeants détrônés d'avoir « sous-estimé » le mouvement des masses et en particulier celui de la paysannerie. L'Internationale moscovite renouvela à l'encontre du parti chinois les mêmes condamnations sommaires qu'elle avait pro-

noncées en 1923 contre le parti allemand. Et comme en 1923, elle lança une de ses sections dans l'obscurité aventure dont Mao Tsé-toung sortit vainqueur : la « révolution agraire » et la création de « bases révolutionnaires » qui prendront bientôt le nom pompeux de « républiques soviétiques ».

Pourtant, aux yeux du marxisme, la politique du P.C.C. dans la question agraire a eu un certain nombre de conséquences durables qu'aucun « redressement » et qu'aucune reprise n'ont pu entraver. D'abord, au cœur même de la révolution chinoise, le menchévisme a rendu impossible *la liaison du mouvement paysan avec la cause du prolétariat*, en refusant le mot d'ordre des Soviets et l'armement des paysans. Par son adhésion à la politique bourgeoise de réduction des fermages et de distribution des terres, le P.C.C. s'est prononcé pour des *mesures purement réformistes*, désamorçant pour un temps la charge explosive accumulée dans les campagnes. Ainsi, se dessinait *le caractère petit-bourgeois de la prochaine poussée agraire* dont la direction bourgeoise était désormais assurée. Enfin, dans la confusion idéologique qui accompagna la défaite du prolétariat, le P.C.C. se préparait à renaître, à la première reprise, non plus comme parti de classe du prolétariat, mais comme le *parti petit-bourgeois de la « révolution agraire »*, en somme un *équivalent chinois du parti socialiste-révolutionnaire russe*. (à suivre.)

ÉLÉMENTS D'ORIENTATION MARXISTE

Le texte que nous publions ci-dessous parut pour la première fois en juillet 1946 dans le numéro de Prometeo, la revue mensuelle du Parti Communiste Internationaliste d'Italie. Ce parti continuait la tradition et la lutte révolutionnaires du courant qui avait fondé le Parti Communiste d'Italie au congrès de Livourne en 1921. Face à lui, organisée dans le Parti Communiste italien officiel, animateur des « Comités de Libération Nationale » et plus tard représenté au gouvernement bourgeois, se dressait la révision la plus éhontée du marxisme que le mouvement ouvrier ait jamais connue en un siècle : la révision « communiste ». La confusion engendrée, en Italie comme ailleurs, par ce communisme « révisé », les objections qu'il formulait contre le marxisme orthodoxe au nom de l'anti-dogmatisme marxiste étaient telles, qu'une tâche s'imposait avant toute autre au parti révolutionnaire : établir un plan sommaire, mais rigoureux, d'orientation révolutionnaire.

C'est cette tâche que remplirent les Éléments d'orientation marxiste en montrant clairement que le cours historique de la lutte prolétarienne comptait trois phases distinctes, correspondant elles-mêmes aux trois phases du cycle de la bourgeoisie, successivement révolutionnaire, réformatrice et conservatrice. Cette délimitation excluait toute possibilité de réintroduire dans la dernière phase une lutte pour la démocratie qui n'avait eu de sens révolutionnaire qu'à l'époque de la subversion du féodalisme. Mieux, elle rejetait cette lutte pour la démocratie et contre le fascisme parmi les tentatives du capitalisme de dévier la lutte sociale vers des objectifs non-prolétariens et elle dénonçait donc la complicité de l'antifascisme à finalités prétendument prolétariennes avec cette manœuvre de la conservation sociale. Poussant jusqu'au bout sa dénonciation de l'opportunisme « communiste », le texte montrait encore l'inanité de ses références à la tactique léninienne dans la Russie d'avant octobre 1917.

La révision « communiste » masquait son passage à la conservation sociale en utilisant la complexité de l'histoire déjà séculaire du mouvement ouvrier pour obscurcir les tâches et les buts du prolétariat de notre époque ; si la Gauche Communiste italienne sut lui répliquer en réduisant cette histoire complexe à une claire et puissante synthèse, c'est qu'elle était restée fidèle aux exigences pratiques de la lutte révolutionnaire. Cette

synthèse rendait en effet aux militants désorientés ou hésitants la conscience que l'histoire n'est pas une succession de situations changeantes imposant des actions souvent contradictoires, mais bien un enchaînement de grandes phases caractérisées par des rapports de classe différents répondant aux stades successifs du développement économique, dans lesquelles la stratégie et la tactique prolétariennes sont une et ne peuvent être modifiées tant que ces rapports de classe n'ont pas été irréversiblement dépassés. Mais leur rendre cette conscience, c'était fournir aux militants l'arme essentielle de leur lutte révolutionnaire dans la pire phase de réaction que le mouvement ouvrier ait jamais traversée.

On comprendra donc que nous ayons décidé de republier aujourd'hui cet écrit, bien qu'il soit devenu très familier à tous les membres du Parti. L'importance qu'il a eue pour la première cristallisation d'énergies révolutionnaires au lendemain de la seconde guerre mondiale le désignait pour ouvrir la série des classiques révolutionnaires inconnus, oubliés ou méconnus dont nous entreprenons ici la republication.

Le marxisme n'est pas un choix entre différentes opinions

Pour des raisons bien évidentes, cet écrit ne démontre pas ce qu'il affirme. Il a pour but d'établir le plus clairement possible l'orientation de cette publication (Prometeo). Il ne fait qu'énoncer et fixer des points fondamentaux afin d'éviter toute équivoque ou confusion, volontaires ou non.

Avant de convaincre un interlocuteur, il faut lui faire bien comprendre la position qu'on lui expose. La persuasion, la propagande, le prosélytisme viennent après.

D'après notre conception, les opinions ne sont pas le produit de l'œuvre de prophètes, d'apôtres ou de penseurs dont le cerveau engendrerait les vérités nouvelles propres à susciter de nombreuses adhésions.

Le processus est tout autre. C'est le travail impersonnel d'une avant-garde sociale qui concentre et rend évidentes les positions théoriques auxquelles leurs conditions communes de vie amènent les individus bien avant qu'ils n'en aient conscience.

La méthode est donc anti-scolastique, anti-culturelle, anti-« illuministe ». Dans l'actuelle période de vide théorique, reflet de la désorganisation pratique, on ne doit pas s'étonner ni se plaindre si la mise au point des positions entraîne tout d'abord l'éloignement et non le rapprochement des adhérents.

Dans quel sens les marxistes se rattachent à une tradition historique

Tout mouvement politique qui présente ses thèses se réclame de précédents historiques et de traditions proches ou lointaines, nationales ou internationales.

Le mouvement dont cette revue (Prometeo) est l'organe théorique se réclame également d'origines bien déterminées. Mais, à l'encontre des autres mouvements, il ne

part pas d'un verbe révélé d'origine surhumaine, ni ne reconnaît l'autorité de textes immuables, ni à plus forte raison n'admet comme points de référence pour l'étude de chaque question des règles juridiques en prétendant, de quelque manière que ce soit, qu'elles sont innées ou immanentes à la pensée ou à la sensibilité de tous les hommes.

On peut désigner cette orientation par les termes de marxisme, socialisme, communisme, mouvement politique de la classe ouvrière. Le mal est qu'on a fait un emploi abusif de tous ces termes. En 1917 Lénine considéra comme une question fondamentale le changement du nom du Parti, retournant au terme de « communiste » du *Manifeste* de 1848. Aujourd'hui, l'immense abus fait du nom de communiste par les partis qui sont en dehors de toute ligne révolutionnaire et de classe créée encore une plus grande confusion ; des mouvements ouvertement conservateurs des institutions bourgeoises osent encore se dire partis du prolétariat ; le terme de marxistes est employé pour désigner les plus absurdes conglomerats de partis, tels ceux de l'antifranquisme espagnol.

La ligne historique dont nous nous réclamons est la suivante : le *Manifeste des Communistes* de 1848 (intitulé, en fait, exactement *Manifeste du Parti Communiste*, sans mention de nationalité) ; les textes fondamentaux de Marx et d'Engels ; la restauration classique du marxisme révolutionnaire contre tous les révisionnistes opportunistes qui accompagna la victoire révolutionnaire en Russie et les textes léninistes fondamentaux ; les déclarations constitutives de l'Internationale de Moscou au premier et second congrès ; les positions soutenues par la Gauche dans les congrès suivants à partir de 1922.

Limitée à l'Italie, la ligne historique se rattache au courant de gauche du Parti Socialiste pendant la guerre de 1914-1918, à la constitution du Parti Communiste d'Italie à Livourne en janvier 1921, à son congrès de Rome en 1922, aux manifestations de son courant de gauche, dominant jusqu'au congrès de Lyon en 1926, puis vivant en dehors du parti et du Komintern, à l'étranger.

Cette ligne ne coïncide pas avec celle du mouvement trotskyste de la IV^e Internationale. Trotsky réagit tard, et Zinoviev, Kamenev, Boukharine et les autres groupes russes de la tradition bolchévique plus tard encore, contre la tactique erronée soutenue jusqu'en 1924, finissant par reconnaître que la déviation s'aggravait jusqu'à bouleverser les principes politiques fondamentaux du mouvement. Les trotskystes d'aujourd'hui se réclament de la restauration de ces principes, mais ils n'ont pas clairement rejeté les éléments dissolvants de la tactique « manœuvrière », faussement définie comme bolchévique et léniniste.

Orientation de la méthode dialectique marxiste

Comme base de toute recherche, on doit considérer l'ensemble du processus historique qui s'est développé jusqu'ici et examiner objectivement les phénomènes sociaux actuels.

~ Cette méthode a été bien souvent revendiquée, mais bien souvent aussi on s'est fourvoyé au cours de son application. La recherche se fonde sur l'examen des moyens

matériels par lesquels les groupements humains satisfont à leurs besoins, c'est-à-dire de la technique productive et, en liaison avec son développement, des rapports économiques. Au cours des diverses époques, ces facteurs déterminent la superstructure constituée par les institutions juridiques, politiques ou militaires et par les idéologies dominantes.

Cette méthode est définie par les expressions de matérialisme historique, matérialisme dialectique, déterminisme économique, socialisme scientifique, communisme critique.

L'important est d'employer toujours des résultats positifs appuyés sur les faits et de ne pas postuler, pour exposer et expliquer des phénomènes humains, l'intervention de mythes ou de divinités, ni de principes de « droit » ou d' « éthique » naturelle, comme peuvent l'être la Justice, l'Égalité, la Fraternité et autres semblables abstractions vides de sens. A plus forte raison, il importe de ne pas céder à la pression de l'idéologie dominante en recourant à ces postulats illusoire ou à d'autres semblables sans s'en apercevoir ou sans l'avouer, ou en les faisant intervenir à nouveau juste aux moments les plus brûlants et à l'instant des conclusions décisives.

La méthode dialectique est la seule qui surmonte la contradiction courante entre une continuité et une cohérence théoriques rigoureuses d'une part, et de l'autre la capacité d'affronter de façon critique de vieilles conclusions établies dans des termes et des règles formelles.

Son acceptation n'a pas le caractère d'une foi ni d'une position passionnée d'école ou de parti.

Le contraste entre les forces productives et les formes sociales

Les forces productives, constituées principalement par les hommes aptes à la production, leurs regroupements et les outils et moyens mécaniques qu'ils utilisent, agissent dans le cadre des formes de production.

Nous entendons par formes l'organisation et les rapports de dépendance dans lesquels se développe l'activité productive et sociale. Sont compris dans ces formes toutes les hiérarchies constituées (familiales, militaires, théocratiques, politiques), l'État et tous ses organismes, le droit et les tribunaux qui l'appliquent, les règles et les dispositions de nature économique et juridique qui résistent à toute transgression.

La société revêt un type donné tant que les forces productives se maintiennent dans le cadre de ses formes de production. A un moment donné de l'histoire, cet équilibre tend à se rompre. Des causes diverses, parmi lesquelles les progrès de la technique, la croissance de la population, l'élargissement des communications, augmentent les forces productives. Celles-ci entrent en conflit avec les formes traditionnelles et tendent à en briser le cadre ; quand elles réussissent, on se trouve en présence d'une révolution : la communauté s'organise suivant de nouveaux rapports économiques, sociaux et juridiques, de nouvelles formes prennent la place des anciennes.

La méthode dialectique découvre, applique et vérifie ses solutions à l'échelle des grands phénomènes collectifs et d'une manière scientifique et expérimentale (méthode que les penseurs de l'époque bourgeoise appli-

quèrent au monde de la nature au cours d'une lutte qui était le reflet de la lutte sociale révolutionnaire de leur classe contre les régimes théocratiques et absolutistes, mais qu'ils ne pouvaient pousser jusqu'au domaine social). Elle déduit des résultats acquis sur ce terrain les solutions au problème du comportement de l'individu, à l'encontre de la méthode employée par toutes les écoles adverses, religieuses, juridiques, philosophiques ou économiques. Celles-ci construisent en effet les normes du comportement collectif sur la base inconsistante du mythe de l'Individu, présenté soit comme âme individuelle et immortelle, soit comme sujet juridique et civil, soit comme monade immuable de la praxis économique, et ainsi de suite. Mais aujourd'hui la science a dépassé ses fécondes hypothèses sur les individus matériels indivisibles, les atomes ; elle les définit comme de riches complexes et, bien loin de les réduire à des monades incorruptibles, elle les considère comme des points de rencontre des lignes de force rayonnant du champ énergétique extérieur ; si bien que l'on peut dire schématiquement que le cosmos n'est pas fonction des unités, mais que toute unité est fonction du cosmos.

Celui qui croit à l'individu et parle de personnalité, de dignité, de liberté, de responsabilité de l'homme ou du citoyen n'a rien à voir avec la pensée marxiste. Les hommes ne sont pas mis en mouvement par les opinions, les croyances ou n'importe quel phénomène de la soi-disant pensée dont s'inspireraient leur volonté et leur action. Ils sont poussés à agir par leurs besoins qui prennent le caractère d'intérêts quand les mêmes exigences matérielles sollicitent en même temps des groupes tout entiers. Ils se heurtent aux limitations que l'ambiance et la structure sociales opposent à la satisfaction de ces exigences. Et ils réagissent individuellement et collectivement dans un sens qui, pour la grande moyenne, est nécessairement déterminé avant que le jeu des stimulants et des réactions n'ait fait naître dans leurs cerveaux ces reflets qu'on appelle sentiments, pensées, jugements.

Ce phénomène est naturellement d'une grande complexité et peut dans certains cas particuliers aller à rebours de la loi générale, qui n'en reste pas moins justifiée.

Quoi qu'il en soit, celui qui fait intervenir la conscience individuelle, les principes moraux, les opinions et les décisions de l'individu ou du citoyen comme causes motrices dans le jeu des faits sociaux et historiques n'a pas le droit de s'appeler marxiste.

Classe, lutte de classe, parti

Le conflit entre les forces productives et les formes sociales se manifeste comme une lutte entre les classes qui ont des intérêts économiques opposés ; dans ses phases culminantes, cette lutte devient lutte armée pour la conquête du pouvoir politique.

Du point de vue marxiste, la classe n'est pas une donnée statique figée, mais une force organique agissante ; elle se manifeste lorsque la simple concordance des conditions économiques et des intérêts s'élargit en une action et une lutte communes.

Dans ces situations, le mouvement est guidé par des regroupements et des organismes d'avant-garde, dont la forme moderne et évoluée est le parti politique de classe. La collectivité, dont l'action culmine dans l'action d'un parti, agit dans l'histoire avec une efficacité et une dynamique réelle qui ne peuvent être atteintes à l'échelle restreinte de l'action individuelle. C'est le Parti qui parvient à avoir une conscience théorique du développement des événements et par conséquent une influence sur leur devenir, dans le sens déterminé par les forces productives et leurs rapports.

Conformisme, réformisme, antiformisme

On ne peut exposer des principes et des directives sans recourir, malgré la difficulté et la complexité des problèmes, à des schémas de simplification. Dans ce but, nous distinguerons trois types de mouvements politiques qui permettront de les caractériser tous.

Sont conformistes les mouvements qui luttent pour conserver intégralement les formes et les institutions en vigueur, et interdisent toute transformation, et se réclament de principes immuables, qu'ils soient de caractère religieux, philosophique ou juridique.

Sont réformistes les mouvements qui, tout en ne désirant pas le bouleversement brusque et violent des institutions traditionnelles, se rendent compte de la pression trop forte que les forces productives exercent sur elles et préconisent des modifications graduelles et partielles de l'ordre existant.

Sont révolutionnaires (nous adopterons le terme provisoire d'antiformistes) les mouvements qui revendiquent et mettent en pratique l'attaque aux vieilles formes, et qui même avant de savoir théoriser les caractères du nouveau régime, tendent à briser l'ancien, provoquant la naissance irrésistible de formes nouvelles.

Toute schématisation présente un danger d'erreurs. On peut se demander si la dialectique marxiste ne pourrait pas, elle aussi, conduire à construire un modèle général et artificiel des événements historiques, en réduisant tout leur développement à une succession dans la domination des classes qui naissent révolutionnaires, grandissent réformistes et finissent conservatrices. L'avènement de la société sans classe par la victoire révolutionnaire de la classe prolétarienne pose un terme suggestif à ce développement (ce que Marx a appelé « la fin de la préhistoire humaine »). Mais ce terme pourrait sembler n'être qu'une construction métaphysique, comme celles des fallacieuses idéologies du passé. Hegel (comme déjà à l'époque Marx le démontra) réduisait son système dialectique à une construction absolue, retombant ainsi, d'une manière inconsciente, dans cette métaphysique qu'il avait surpassée dans la partie destructive de sa critique (reflet philosophique de la lutte révolutionnaire bourgeoise). C'est pourquoi Hegel, couronnant la philosophie classique de l'idéalisme allemand et de la pensée bourgeoise, affirmait cette thèse absurde que l'histoire de l'action et de la pensée devait finalement se cristalliser dans un système parfait, dans la conquête de l'Absolu. La dialectique marxiste élimine une conclusion aussi statique.

Toutefois Engels, dans son exposition classique du socialisme scien-

tifique (comme théorie opposée à l'Utopisme, qui confiait la rénovation sociale à la propagande pour l'adoption d'un projet de société meilleure proposé par un auteur ou par une secte) peut sembler admettre une règle ou loi générale du mouvement historique quand il emploie des expressions telles que *la marche en avant, le monde progresse*. Ces vigoureuses formules de propagande ne doivent pas faire croire qu'on ait découvert une recette dans laquelle on puisse enfermer le monde infini des évolutions possibles de la société humaine, recette qui prendrait la place des habituelles abstractions bourgeoises de l'évolution, de la civilisation, du progrès, etc.

Le merveilleux avantage de l'arme dialectique de recherche est lui aussi essentiellement révolutionnaire : il se manifeste par l'implacable destruction des innombrables systèmes théoriques qui, tour à tour, revêtent la domination des classes privilégiées. A ce cimetière d'idoles brisées, nous devons substituer non pas un nouveau mythe, une nouvelle parole, un nouveau credo, mais l'expression réaliste des conditions de fait et du développement optimum qu'on peut leur prévoir.

Par exemple, la formulation marxiste correcte n'est pas : « un jour, le prolétariat prendra le pouvoir politique, détruira le système social capitaliste et construira l'économie communiste » ; mais, inversement : « c'est seulement par son organisation en classe, et donc en parti politique, et l'instauration armée de sa dictature, que le prolétariat pourra détruire le pouvoir et l'économie capitalistes et rendre possible une économie non capitaliste et non mercantile ». Du point de vue scientifique, nous ne pouvons pas exclure une fin différente de la société capitaliste, comme pourrait l'être le retour à la barbarie, une catastrophe mondiale due aux armes de guerre ayant, par exemple, le caractère d'une dégénérescence pathologique de la race (les aveugles et ceux qui sont condamnés à la désagrégation radioactive de leurs tissus à Hiroshima et Nagasaki sont un avertissement) ou d'autres formes qu'on ne peut prévoir encore aujourd'hui.

Interprétation des caractères de la période historique contemporaine : critère dialectique d'évaluation des institutions et des solutions sociales passées et présentes

Le mouvement communiste révolutionnaire de cette époque de convulsions doit être caractérisé non seulement par la destruction théorique de tout conformisme et de tout réformisme du monde contemporain, mais encore par cette position pratique et, comme l'on dit, tactique, qu'il n'existe plus de route commune avec un quelconque mouvement, conformiste ou réformiste, y compris dans des secteurs ou pour des périodes limitées. Il doit surtout se fonder sur cet acquis historique irrévocable que le capitalisme bourgeois a désormais épuisé tout élan antiformaliste, c'est-à-dire qu'il n'a plus aucune tâche historique générale de destruction des formes précapitalistes et de résistance à des menaces de restauration de celles-ci.

Il ne s'agit pas là de nier que tant que les puissantes forces du devenir capitaliste, qui ont accéléré à un rythme inouï la transformation du monde, se développaient dans ces

dernières conditions, le mouvement de la classe prolétarienne pouvait et devait, d'une manière dialectique, à la fois le condamner du point de vue doctrinal et l'appuyer dans l'action.

Une différence essentielle entre la méthode métaphysique et la méthode dialectique réside justement en cela.

Un type donné d'institutions et d'organisations sociales et politiques n'est pas en lui-même bon ou mauvais, à accepter ou à repousser après examen de ses caractéristiques selon des règles ou des principes généraux.

En suivant l'interprétation dialectique de l'histoire, chaque institution a eu, successivement, un rôle et des effets d'abord révolutionnaires, puis progressifs, en enfin conservateurs.

Il s'agit, pour chaque aspect du problème, de mettre à leur place les forces productives et les facteurs sociaux pour en déduire le sens du conflit politique qui exprime leurs rapports.

C'est une position métaphysique que de se déclarer par principe autoritaire ou libertaire, royaliste ou républicain, aristocrate ou démocrate, et de se référer dans la polémique à des règles placées en dehors de la conjoncture historique. Déjà le vieux Platon, dans la première tentative systématique de science politique, avait surpassé l'absolutisme mystique des principes, et Aristote le suivit en distinguant dans les trois types : pouvoir d'un seul, de quelques-uns, de beaucoup, les formes bonnes et mauvaises : monarchie et tyrannie, aristocratie et oligarchie, démocratie et démagogie.

L'analyse moderne, surtout depuis Marx, va beaucoup plus au fond des choses. Dans la phase historique actuelle la presque totalité des formules politiques de propagande utilise les pires motifs traditionnels des superstitions religieuses, juridiques et philosophiques de toutes sortes.

On doit opposer à tout ce chaos d'idées — reflet du chaos des rapports d'intérêts d'une société en décomposition — l'analyse dialectique des rapports actuels des forces réelles. Pour introduire cette analyse il est nécessaire de procéder à une évaluation analogue concernant des rapports bien connus d'époques historiques précédentes.

L'évaluation dialectique des formes historiques.

Exemple économique : l'économie marchande

Cela n'a aucun sens de se déclarer partisan en général d'une économie communautaire ou privée, libérale ou monopoliste, individuelle ou collective, et de vanter les mérites de chaque système en vue du bien-être général : en procédant ainsi on tomberait dans l'utopie qui est exactement l'inverse de la dialectique marxiste.

L'exemple classique de Engels sur le communisme comme « négation de la négation » est bien connu. Les premières formes de la production humaine furent communistes, ensuite apparut la propriété privée, système beaucoup plus complexe et efficace. A partir de celle-ci la société humaine retourne au communisme. Ce communisme moderne serait irréalisable

si le communisme primitif n'avait pas été dépassé, vaincu et détruit par le système de la propriété privée. Le marxiste considère cette transformation initiale comme un avantage. Ce que nous disons du communisme peut s'appliquer également à toutes les autres formes économiques comme l'esclavage, le servage de la glèbe, le capitalisme manufacturier, industriel, monopoliste et ainsi de suite.

L'économie marchande, dans laquelle les objets susceptibles de satisfaire les besoins humains cessèrent, au sortir de la barbarie, d'être directement acquis et consommés par le producteur primitif pour devenir objets d'échange, par le moyen du troc d'abord, grâce à l'équivalent monétaire ensuite, représenta une grandiose révolution sociale.

Elle rendit possible l'affectation de différents individus à divers travaux productifs, élargissant et différenciant énormément les caractères de la vie sociale. On peut reconnaître ces changements tout en affirmant qu'après une série de types d'organisation économique basés sur le principe monétaire, on tend aujourd'hui vers une économie non marchande. En d'autres termes, on peut tout à la fois reconnaître le caractère révolutionnaire de l'économie marchande et repousser comme actuellement conformiste et réactionnaire la thèse suivant laquelle la production serait impossible en dehors de l'échange monétaire des marchandises.

L'abolition de l'économie marchande peut se soutenir aujourd'hui, et seulement aujourd'hui, du fait du développement du travail associé et de la concentration des forces productives. Le capitalisme, dernière des économies marchandes, en réalisant ce développement et cette concentration, rend possible de briser les limites dans lesquelles toutes les valeurs d'usage circulent en tant que marchandises et le travail humain lui-même est traité comme tel.

Un siècle avant ce stade, une critique du système marchand basée sur des raisonnements généraux à fond philosophique, juridique ou moral, aurait été une pure folie.

L'évaluation dialectique des formes historiques.

Exemple social : la famille

Les divers types d'agréats sociaux qui sont successivement apparus et à travers lesquels la vie collective s'est différenciée de l'individualisme primitif, parcourant un cycle immense qui a rendu toujours plus complexes les rapports dans lesquels vit et agit l'individu, ne peuvent pas, individuellement considérés, être jugés favorablement ou défavorablement. Ils doivent être considérés par rapport au développement historique qui leur a donné un rôle variable dans les diverses transformations et révolutions.

Chacune de ces institutions surgit comme une conquête révolutionnaire, se développe et se réforme en de longs cycles historiques, devient enfin un obstacle réactionnaire et conformiste.

L'institution de la famille apparaît comme première forme sociale lorsque, dans l'espèce humaine, le lien entre les parents et la progéniture se prolonge bien plus longtemps qu'il n'est physiologiquement nécessaire.

La première forme d'autorité naît alors, exercée par la mère, puis par le père, sur leurs descendants, alors même que ceux-ci sont physiquement développés et vigoureux. Là aussi, nous sommes en présence d'une révolution puisqu'apparaît la première possibilité d'une vie collective organisée et que se constitue la base du développement qui conduira ultérieurement à la première forme de société organisée et d'Etat.

La vie sociale devenant toujours plus complexe dans les phases successives de ce développement, l'autorité d'un homme sur l'autre s'étend bien au delà des limites de la parenté et du sang. Le nouvel agrégat social, plus vaste, contient et discipline l'institution de la famille, comme c'est le cas dans les premières cités, Etats et régimes aristocratiques, puis dans le régime bourgeois, tous fondés sur l'institution tabou de l'héritage.

Lorsqu'apparaît la nécessité d'une économie qui dépasse le jeu des intérêts individuels, l'institution de la famille, avec ses limites trop étroites, devient un obstacle et un élément réactionnaire dans la société.

Sans donc en avoir nié la fonction historique, les communistes modernes, après avoir remarqué que le système capitaliste a déjà déformé et désagrégé la fameuse sainteté de cette institution, la combattent ouvertement et se proposent de la supprimer.

L'évaluation dialectique des formes historiques.

Exemple politique : monarchie et république

Les différentes formes d'Etat, comme la monarchie et la république, alternent au cours de l'histoire de manière complexe et peuvent l'une comme l'autre avoir représenté, dans les différentes situations historiques, des énergies ou révolutionnaires ou progressives ou conservatrices.

On peut en général admettre qu'avant de disparaître, le capitalisme parviendra à liquider les régimes dynastiques aujourd'hui périmés, mais on ne doit pas dans cette question procéder par jugements absolus situés en dehors de l'espace et du temps.

Les premières monarchies apparurent comme l'expression politique de la division des tâches matérielles ; tels éléments de l'agrégat familial ou de la tribu primitive se chargeaient de la défense ou du pillage par les armes contre les autres groupes et peuples ; les autres se rendaient à la chasse, à la pêche, aux travaux de l'agriculture ou de l'artisanat naissant. Les premiers guerriers et rois fondèrent ainsi le privilège du pouvoir sur des risques majeurs. Là encore nous voyons apparaître des formes sociales plus développées et complexes auparavant impossibles, représentant la voie vers une révolution dans les rapports sociaux.

Aux époques suivantes, l'institution monarchique rendit possible la constitution et le développement de vastes organisations étatiques nationales contre le fédéralisme des satrapes et des petits seigneurs et elle eut une fonction innovatrice et réformatrice. Dante est le grand réformiste monarchiste du début des temps modernes.

Plus récemment et dans bien des pays, la monarchie, mais non moins la république, a revêtu la forme du plus strict pouvoir de classe de la bourgeoisie.

Il peut avoir existé des mouvements et partis républicains à caractère

révolutionnaire, d'autres à caractère réformiste, d'autres enfin à caractère nettement conservateur.

Pour en rester à des exemples accessibles et simplifiables, le Brutus qui chassa Tarquin fut révolutionnaire ; les Gracques qui cherchèrent à donner à la république aristocratique un contenu conforme aux intérêts de la plèbe furent réformistes ; les républicains traditionnels comme Caton et Cicéron, qui luttèrent contre la grandiose évolution historique représentée par l'expansion de l'Empire romain et de ses formes juridiques et sociales dans le monde, furent conformistes et réactionnaires.

La question est complètement faussée quand on recourt à des lieux communs sur le Césarisme et la tyrannie ou, à l'opposé, aux principes de la liberté républicaine et semblables motifs réthorico-littéraires.

Parmi les exemples modernes, il suffit de retenir comme type respectivement antiformaliste, réformiste et conformiste les trois républiques françaises de 93, 48 et 71.

L'évaluation dialectique des formes historiques.

Exemple idéologique : la religion chrétienne

Les crises survenues dans les formes économiques se reflètent non seulement dans les institutions politiques et sociales, mais aussi dans les croyances religieuses et les opinions philosophiques.

C'est par rapport aux situations historiques et aux crises sociales que l'on devra considérer les positions juridiques, confessionnelles ou philosophiques. Chacune apparaît successivement comme bannière révolutionnaire, progressive ou conformiste.

Le mouvement qui porte le nom du Christ fut antiformaliste et révolutionnaire. Affirmer que chez tout homme existe une âme d'origine divine et destinée à l'immortalité, quelle que soit la position sociale ou de caste de celui-ci, équivalait à s'insurger en révolutionnaire contre les formes oppressives et esclavagistes de l'Orient antique. Tant que la loi admit que la personne humaine puisse être une marchandise, objet de transactions tout comme l'animal, affirmer l'égalité des croyants fut un mot d'ordre de lutte qui se heurta implacablement à la résistance de l'organisation théocratique des juges, des aristocrates et des militaires des Etats de l'antiquité.

Après de longues phases historiques et l'abolition de l'esclavage, le christianisme devint religion officielle et pilier de l'Etat.

Il connut son cycle réformiste dans l'Europe des temps modernes en luttant contre la liaison excessive de l'Eglise aux couches sociales les plus privilégiées et les plus oppressives.

Aujourd'hui, il ne peut y avoir d'idéologie plus conformiste que celle du christianisme, qui déjà à l'époque de la Révolution française fut, en tant qu'organisation et doctrine, l'arme la plus puissante de la résistance des vieux régimes.

Aujourd'hui, le puissant réseau de l'Eglise et la suggestion religieuse,

partout réconciliés et officiellement en accord avec le régime capitaliste sont employés comme moyen fondamental de défense contre la menace de la révolution prolétarienne.

Dans les rapports sociaux d'aujourd'hui, il est désormais acquis depuis longtemps que chaque individu particulier représente une entreprise économique théoriquement susceptible d'un actif et d'un passif commerciaux. La superstition qui enferme chaque individu dans le cercle du bilan moral de ses actes et dans l'illusion d'une vie d'outre-tombe déterminée par ce bilan n'est que le reflet dans le cerveau des hommes du caractère même de la présente société bourgeoise, fondée sur l'économie privée.

Il n'est donc pas possible de mener la lutte pour briser les limites d'une économie d'entreprises privées et de bilans individuels sans prendre ouvertement une position antireligieuse et anti-chrétienne.

Le cycle capitaliste : phase révolutionnaire

Dans les principaux pays, la bourgeoisie moderne a déjà présenté trois phases historiques caractéristiques.

La bourgeoisie apparaît comme classe ouvertement révolutionnaire et mène une lutte armée pour briser les chaînes par lesquelles l'absolutisme féodal et clérical lie les forces productives des paysans à la terre et celles des artisans au corporatisme médiéval.

La nécessité de se libérer de ces chaînes coïncide avec celle du développement des forces productives qui, avec les ressources de la technique moderne, tendent à concentrer en grandes masses les travailleurs.

Pour donner un libre développement à ces nouvelles formes économiques, il faut abattre par la force les régimes traditionnels. La classe bourgeoise, non seulement mène la lutte insurrectionnelle, mais réalise après sa première victoire une dictature de fer pour empêcher les monarques, les seigneurs féodaux et les dignitaires ecclésiastiques de revenir à la charge.

La classe capitaliste apparaît dans l'histoire comme une force antifor-miste et ses forces imposantes la conduisent à briser tous les obstacles matériels et idéaux ; ses penseurs renversent les canons antiques et les vieilles croyances de la manière la plus radicale.

Aux théories de l'autorité de droit divin, elle substitue celles de la souveraineté populaire, de l'égalité et de la liberté politiques et elle proclame la nécessité des institutions représentatives, prétendant que grâce à elles le pouvoir sera l'expression d'une volonté collective, librement manifestée.

Le principe libéral et démocratique apparaît comme nettement révolutionnaire et antifor-miste dans cette phase, d'autant plus qu'il n'est pas appliqué par les voies pacifiques et légales, mais au travers de la violence et de la terreur révolutionnaires, et que la classe victorieuse le défend contre les restaurations réactionnaires par la dictature.

Le cycle capitaliste : phase évolutionniste et démocratique

Dans la seconde phase, le régime capitaliste désormais stabilisé, la bourgeoisie se proclame la représentante du meilleur développement de toute la collectivité sociale et de son bien-être et traverse une phase relativement tranquille de développement des forces productives, de soumission de tout le monde habité à son propre système et d'intensification du rythme économique d'ensemble. C'est la phase progressive et réformiste du cycle capitaliste.

Dans cette phase, le mécanisme démocratique parlementaire fonctionne parallèlement à l'orientation réformiste, la classe dirigeante étant en effet intéressée à ce que sa propre organisation apparaisse comme susceptible de représenter et de refléter les intérêts et les revendications des classes travailleuses. Ses gouvernants prétendent pouvoir satisfaire celles-ci par des mesures économiques et législatives tout en laissant subsister les piliers juridiques du système bourgeois. Le parlementarisme et la démocratie n'ont plus un caractère de mot d'ordre révolutionnaire, mais prennent un contenu réformiste qui assure le développement du système capitaliste en conjurant les heurts violents et les explosions de la lutte des classes.

Le cycle capitaliste : phase impérialiste et fasciste

La troisième phase est celle de l'impérialisme moderne caractérisé par la concentration monopoliste de l'économie, la formation des syndicats et trusts capitalistes et les grands plans d'Etat.

L'économie bourgeoise se transforme et perd les caractères du libéralisme classique, dans lequel chaque patron d'entreprise était autonome dans ses décisions économiques et dans ses rapports d'échange. Une discipline de plus en plus stricte s'impose à la production et à la distribution ; les indices économiques ne résultent plus du libre jeu de la concurrence, mais de l'influence d'associations de capitalistes d'abord, d'organes de concentration bancaire et financière ensuite, et enfin directement de l'Etat. L'Etat politique qui dans l'acceptation marxiste était le comité des intérêts de la classe bourgeoise et qui, tant comme gouvernement que comme police, protégeaient ceux-ci, s'affirme de plus en plus comme organe de contrôle et même de gestion de l'économie.

Cette concentration des attributions économiques dans les mains de l'Etat ne peut être interprétée comme un acheminement de l'économie privée vers l'économie collective, à moins d'ignorer que l'Etat contemporain exprime uniquement les intérêts d'une minorité et que toute nationalisation réalisée dans le cadre des formes mercantiles d'échange conduit à une concentration qui renforce le caractère capitaliste de l'économie au lieu de l'affaiblir. Le développement politique des partis de la classe bourgeoise dans cette phase contemporaine (comme Lénine l'a clairement démontré dans sa critique de l'impérialisme moderne) conduit à des formes plus étroites d'oppression ; l'avènement des régimes totalitaires et fascistes en fut la manifestation. Ces régimes constituent le type politique le plus moderne de la société bourgeoise et l'évolution actuelle, qui deviendra toujours plus évidente, les voit se répandre dans le monde. Un aspect parallèle de cette concentration politique réside dans la prédominance absolue de quelques grands Etats aux dépens de l'autonomie des Etats moyens et mineurs.

L'apparition de cette troisième phase capitaliste ne peut pas être confondue avec le retour d'institutions et de formes précapitalistes, étant donné qu'elle s'accompagne d'un accroissement vraiment vertigineux de la dynamique industrielle et financière ignoré tant en qualité qu'en quantité du monde prébourgeois.

Le capitalisme répudie de fait l'appareil démocratique et représentatif et constitue des centres de gouvernement absolument despotiques.

Dans quelques pays il a déjà théorisé et proclamé la formation du parti unique totalitaire et la centralisation hiérarchique, dans d'autres il continue à employer des mots d'ordre démocratiques désormais sans contenu, tout en marchant inexorablement dans le même sens.

Pour une appréciation correcte du procès historique contemporain, la position essentielle est la suivante : l'époque du libéralisme et de la démocratie est close et les revendications démocratiques qui eurent jadis un caractère révolutionnaire, puis progressif et réformiste, sont aujourd'hui anachroniques et nettement conformistes.

La stratégie prolétarienne dans la phase de la révolution bourgeoise

Le cycle du mouvement prolétarien correspond à celui du monde capitaliste.

Dès la formation du grand prolétariat industriel, commence à apparaître la critique des formulations économiques, juridiques et politiques de la bourgeoisie ; on découvre que la classe bourgeoise ne libère, ni n'émancipe l'humanité, mais substitue sa propre domination de classe et sa propre exploitation à celles des classes qui la précédèrent, et on théorise cette découverte.

Toutefois, les travailleurs de tous les pays ne peuvent pas ne pas lutter aux côtés de la bourgeoisie pour le renversement des institutions féodales et ils ne tombent pas dans les suggestions d'un socialisme réactionnaire qui, brandissant le spectre du nouveau patron capitaliste impitoyable, appelle les ouvriers à une alliance avec les classes dirigeantes monarchiques et agrariennes.

Même dans la lutte que les jeunes régimes capitalistes mènent pour repousser les restaurations réactionnaires, le prolétariat ne peut refuser son appui à la bourgeoisie.

La stratégie de classe du prolétariat naissant prévoyait la réalisation de mouvements anti-bourgeois sur l'élan même de la lutte insurrectionnelle menée aux côtés de la bourgeoisie, de manière à arriver immédiatement à une libération simultanée de l'oppression féodale et de l'exploitation capitaliste.

On trouve une manifestation embryonnaire de ce fait dès la grande révolution française avec la Ligue des Egaux de Babeuf. Théoriquement, le mouvement n'est aucunement mûr ; mais la bourgeoisie jacobine exerçant, une fois victorieuse, une répression implacable contre les ouvriers qui avaient combattu pour elle et pour ses intérêts donna une leçon historique significative.

A la veille de la vague révolutionnaire bourgeoise et nationale de

1848, la théorie de la lutte de classe est déjà complètement élaborée, les rapports entre bourgeoisie et prolétariat étant désormais bien clairs à l'échelle européenne et mondiale.

Marx, dans le *Manifeste Communiste*, projette l'alliance avec la bourgeoisie contre les partis de la restauration monarchique en France et du conservatisme prussien, en même temps que le développement immédiat vers une révolution visant à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Dans cette phase historique également, la tentative de révolte des travailleurs est impitoyablement réprimée, mais la doctrine et la stratégie de classe correspondant à cette phase s'affirment toujours dans la voie historique de la méthode marxiste.

La grandiose tentative de la Commune de Paris se produit dans la même situation et correspond aux mêmes appréciations historiques. Alors, le même prolétariat français, après avoir renversé Bonaparte et assuré la victoire de la République bourgeoise, tente encore une fois la conquête du pouvoir et donne, ne serait-ce que pour quelques mois, le premier exemple historique de son gouvernement de classe.

Ce qu'il y a de plus suggestif et significatif dans cet épisode, c'est l'alliance antiprolétarienne sans condition des démocrates bourgeois avec les conservateurs et même avec l'armée prussienne victorieuse pour écraser la première tentative de dictature du prolétariat.

Tendances du mouvement socialiste dans la phase démocratico-pacifiste

Dans la seconde phase, où les réformes des cadres de l'économie bourgeoise s'accompagnent du plus large emploi des systèmes représentatifs et parlementaires, une alternative de portée historique se pose au prolétariat.

Dans le domaine théorique se pose une question d'interprétation de la doctrine révolutionnaire considérée comme critique des institutions bourgeoises et de toutes les idéologies qui les défendent.

La chute de la domination capitaliste et la substitution à celle-ci d'un nouvel ordre économique adviendra-t-elle par un heurt violent, ou bien pourra-t-on y arriver par des transformations graduelles et en utilisant le légalitarisme parlementaire ?

Pratiquement se pose la question de savoir si le parti de la classe ouvrière doit s'associer, non plus à la bourgeoisie contre les forces des régimes précapitalistes (ces dernières étant désormais disparues) mais au moins à une partie avancée et progressive de cette bourgeoisie, plus disposée à en réformer l'organisation ?

Les courants révisionnistes du marxisme se développent pendant l'intermède idyllique que connaît le monde capitaliste entre 1871 et 1914. Falsifiant les directives et les textes fondamentaux de la doctrine, ils constituent une nouvelle stratégie selon laquelle de vastes organisations économiques et politiques de la classe ouvrière doivent préparer une transformation graduelle de tout l'engrenage économique capitaliste en pénétrant et en conquérant légalement les institutions politiques.

Les polémiques qui accompagnent cette phase divisent le mouvement prolétarien en tendances opposées ; bien qu'en général ne se pose pas la question de l'assaut insurrectionnel pour briser le pouvoir bourgeois, les gauches marxistes résistent vigoureusement aux excès de la tactique de collaboration sur le plan syndical et parlementaire ainsi qu'à la proposition de soutenir les gouvernements bourgeois et de faire participer les partis socialistes à des coalitions ministérielles.

C'est alors que s'ouvre la crise très grave du mouvement socialiste mondial, déterminée par l'éclatement de la guerre de 1914 et par le passage d'une grande partie des chefs syndicaux et parlementaires à la politique de collaboration nationale et d'adhésion à la guerre.

Tactique prolétarienne dans la phase du capitalisme impérialiste et du fascisme

Dans la troisième phase, le capitalisme se trouve devant la double nécessité de continuer à développer les forces productives et d'éviter qu'elles ne rompent l'équilibre de son organisation. C'est pourquoi il est contraint de renoncer aux méthodes libérales et démocratiques, menant de pair la concentration dans de puissants organes étatiques, de la vie économique d'une part, et de sa domination politique de l'autre. Dans cette phase également, deux alternatives se posent au mouvement ouvrier.

Du point de vue théorique on doit affirmer que ces formes plus strictes de la domination de classe du capitalisme constituent une phase NECESSAIRE, plus évoluée et plus moderne, que le capitalisme parcourra pour arriver à la fin de son cycle et en épouser les possibilités historiques.

Elles ne sont donc nullement une aggravation passagère des méthodes politiques et policières, après quoi l'on pourrait ou devrait retourner aux formes de prétendue tolérance libérale.

Du point de vue tactique, il est faux et illusoire de prétendre que le prolétariat doit entreprendre une lutte pour pousser le capitalisme à revenir à des concessions libérales et démocratiques, car le climat de la démocratie politique n'est plus nécessaire à l'accroissement ultérieur des énergies productives capitalistes, prémisses indispensables de l'économie socialiste.

Dans la première phase révolutionnaire bourgeoise, non seulement l'histoire posait cette question, mais cette dernière trouvait une solution dans une lutte parallèle des forces du tiers et du quart état, l'alliance entre les deux classes étant une étape indispensable sur la route vers le socialisme.

Dans la seconde phase, on pouvait légitimement poser la question d'une action parallèle entre démocratie réformiste et partis ouvriers socialistes. Si l'histoire a justifié la réponse négative de la gauche marxiste révolutionnaire, la droite révisionniste et réformiste ne peut être considérée comme un mouvement conformiste avant la fatale dégénérescence de 1914-1918. Si, en effet, elle croyait plausible que la route de l'histoire tournât à un rythme lent, elle ne tentait pas encore de la faire tourner en arrière. Il faut rendre cette justice aux Bebel, Jaurès et Turati.

Dans la phase actuelle de l'impérialisme le plus avide et des guerres mondiales les plus féroces, la question d'une action parallèle entre la classe prolétarienne et la démocratie bourgeoise ne se pose plus historiquement. Ceux qui soutiennent le contraire ne représentent plus une alternative, une version, une tendance du mouvement ouvrier : ils ne font que couvrir leur passage total au conformisme conservateur.

La seule alternative qui se pose aujourd'hui et à laquelle il faut répondre est devenue autre. Le développement et l'évolution du monde et du régime capitaliste se font dans un sens centraliste, totalitaire et « fasciste » : le mouvement prolétarien doit-il allier ses forces à ce mouvement devenu le seul aspect REFORMISTE de la domination du régime et de la bourgeoisie ? Peut-on espérer insérer la naissance du socialisme dans cette avance inexorable de l'étatisme capitaliste en aidant à disperser les ultimes résistances traditionnelles des libre-échangistes et libéraux, bourgeois conformistes de la première manière ?

Ou au contraire le mouvement ouvrier, durement frappé et disloqué pour n'avoir pas été capable de réaliser son indépendance vis-à-vis de la collaboration de classe dans la phase des deux guerres mondiales, doit-il se reconstruire en rejetant une telle méthode et l'illusion qu'il puisse se représenter historiquement une organisation bourgeoise pacifique susceptible d'une pénétration légale ou du moins plus vulnérable à l'assaut des masses (deux formes également dangereuses de défaitisme vis-à-vis de tout mouvement révolutionnaire) ?

La méthode dialectique du marxisme conduit à répondre négativement à cette question d'une alliance avec les nouvelles formes modernes bourgeoises, pour les mêmes raisons qui, hier, amenait à combattre l'alliance avec le réformisme de la phase démocratique et pacifiste.

Le capitalisme, prémisse dialectique du socialisme, n'a plus besoin d'une aide pour maître (en affirmant sa dictature révolutionnaire) ni pour croire (dans son organisation libérale et démocratique).

Dans la phase moderne il doit inévitablement concentrer son patrimoine économique et sa forme politique en une unité monstrueuse.

Son transformisme et son réformisme assurent son développement en même temps que sa conservation.

Le mouvement de la classe ouvrière n'évitera de succomber à sa domination qu'en sortant du terrain de l'aide aux phases, même nécessaires, du devenir capitaliste, en réorganisant ses forces en dehors de ces perspectives périmées, en se dégageant du poids des vieilles traditions et en dénonçant, avec déjà toute une époque historique de retard, son accord tactique avec toute forme de réformisme.

La révolution russe ; erreurs et déviations de la III^e Internationale ; régression du régime prolétarien russe

A la fin de la première guerre mondiale, la crise du régime tsariste, cette organisation d'Etat féodale demeurée en place à l'époque du plein développement capitaliste de l'Europe, représente le problème historique le plus brûlant.

La gauche marxiste (Lénine et les bolchéviks) avait déjà établi sa position depuis des dizaines d'années, avec la perspective stratégique de mener la lutte pour la dictature du prolétariat simultanément à celle de toutes les forces anti-absolutistes pour le renversement de l'Empire féodal.

La guerre permit de réaliser ce plan grandiose et de concentrer dans les délais restreints de neuf mois le passage du pouvoir des mains de la dynastie, de l'aristocratie et du clergé à celles du prolétariat, en passant par une parenthèse de gouvernement des partis bourgeois démocratiques.

Ce grandiose événement éclaira d'une vive lueur les questions relatives à la lutte des classes, à la lutte pour le pouvoir et à la stratégie de

la révolution ouvrière, tout en donnant une énorme impulsion au regroupement des révolutionnaires du monde entier.

Dans ce bref délai, la stratégie et la tactique du parti révolutionnaire avaient traversé toutes les phases : lutte aux côtés de la bourgeoisie contre le vieux régime ; lutte contre cette même bourgeoisie dès qu'elle tenta de construire son propre Etat sur les ruines du vieil Etat féodal ; rupture et lutte contre les partis réformistes et gradualistes du mouvement ouvrier, jusqu'au monopole exclusif du pouvoir dans les mains de la classe ouvrière et du parti communiste.

La répercussion historique de ces faits sur le mouvement ouvrier fut une défaite écrasante pour les tendances révisionnistes et de collaboration ; dans tous les pays les partis prolétariens furent poussés à se placer sur le terrain de la lutte armée pour le pouvoir.

Mais de fausses interprétations conduisirent à appliquer la tactique et la stratégie russes dans les autres pays, où l'on crut favoriser, par une politique de coalition, l'établissement d'un régime à la Kérensky auquel on aurait ensuite porté un coup mortel grâce à un audacieux tournant.

On oubliait ainsi qu'en Russie les phases successives du mouvement se relieaient intimement à la formation tardive de l'Etat politique proprement capitaliste, tandis que dans les autres pays celui-ci s'était stabilisé depuis un bon siècle ou du moins quelques dizaines d'années et était d'autant plus fort que sa structure juridique était plus nettement démocratique et parlementaire.

On ne comprit pas que les alliances entre bolchéviks et non-bolchéviks dans les batailles insurrectionnelles et même quelques fois dans la lutte pour conjurer des tentatives de restauration féodale représentaient historiquement le dernier exemple d'un rapport déterminé des forces politiques. La révolution prolétarienne en Allemagne par exemple, si elle s'était dégagée, comme Marx l'attendait, de la crise de 1848, aurait suivi la même marche tactique que la révolution russe ; par contre en 1918, elle n'aurait pu vaincre que si le parti communiste révolutionnaire avait eu des forces suffisantes pour l'emporter sur le bloc des partisans du Kaiser, des bourgeois et des sociaux-démocrates au pouvoir dans la République de Weimar.

Le mouvement communiste international prouva avoir complètement dévié de la juste stratégie révolutionnaire lorsque, l'Italie donnant le premier exemple d'un type totalitaire de gouvernement bourgeois, il donna au prolétariat la consigne de la lutte pour la liberté et les garanties constitutionnelles au sein d'une coalition antifasciste, position stratégique fondamentalement fausse.

Confondre Hitler et Mussolini, réformateurs du régime capitaliste au sens le plus moderne, avec Kornilov ou les forces de la restauration et de la Sainte Alliance de 1815 a été la plus grande et la pire erreur d'appréciation de l'Internationale et elle a marqué l'abandon total de la méthode révolutionnaire.

La phase impérialiste étant mûre économiquement dans tous les pays modernes, la forme politique fasciste qui lui correspond doit apparaître dans les différents pays du monde, avec toutefois des décalages dans le temps qui dépendent de rapports contingents de force entre les Etats et entre les classes.

Un tel passage pouvait être considéré comme une nouvelle occasion pour des assauts révolutionnaires du prolétariat, mais cette occasion n'autorisait pas à mettre en ligne et à gaspiller les forces de l'avant-garde communiste dans le but illusoire d'empêcher la bourgeoisie de sortir des formes légales, ni à revendiquer une restauration des garanties constitutionnelles du système parlementaire. Tout au contraire, il fallait accepter la fin historique de cet instrument de l'oppression bourgeoise et l'invitation à lutter en dehors de la légalité pour tenter de briser tous les autres appareils — policier, militaire, bureaucratique et juridique — du pouvoir capitaliste et de l'Etat.

Position actuelle du problème de la stratégie prolétarienne

Le passage des partis communistes à la stratégie du grand bloc anti-fasciste qui conduisit aux mots d'ordre de collaboration nationale dans la guerre anti-allemande de 1939, à la Résistance nationale, aux Comités de Libération nationale et jusqu'à la honte de la collaboration ministérielle — tout cela marque la seconde désastreuse défaite du mouvement révolutionnaire mondial.

Celui-ci ne pourra reconstituer sa théorie et son organisation, et mener son action propre, sans lutter de l'extérieur contre cette politique qui est commune aujourd'hui aux partis socialistes et aux partis communistes inspirés de Moscou. Le nouveau mouvement doit se baser sur des directives qui soient précisément le contraire des mots d'ordre répandus par ces mouvements opportunistes. En effet, si la propagande présente leurs positions comme l'étendard du mouvement mondial qui se réclame de l'anti-fascisme, il apparaît clairement à la lumière d'une critique dialectique qu'elles s'insèrent en réalité pleinement dans l'évolution fasciste de l'organisation sociale.

Le nouveau mouvement révolutionnaire du prolétariat à l'époque impérialiste et fasciste se base sur les directives suivantes :

1°) Négation de la perspective selon laquelle, après la défaite de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon, une phase de retour général à la démocratie se serait ouverte ; au contraire, affirmation que la fin de la guerre s'accompagne d'une transformation dans le sens et avec les méthodes fascistes des gouvernements bourgeois dans les pays vainqueurs, même et surtout si des partis réformistes et travaillistes y participent. Refus de présenter comme une revendication intéressant la classe prolétarienne, le retour — illusoire — aux formes libérales.

2°) Affirmation que le régime russe actuel a perdu ses caractères prolétariens, parallèlement à l'abandon de la politique révolutionnaire par la

III^e Internationale. Un recul progressif a conduit les formes économiques sociales et politiques à reprendre en Russie des caractères bourgeois. On ne jugera pas cette évolution comme un retour à des formes prétoriennes de tyrannie autocratique ou prébourgeoise, mais comme l'avènement, par une voie historique différente, du même type d'organisation sociale évoluée présenté par le capitalisme d'Etat des pays à régime totalitaire, dans lesquels les grands plans ouvrent la voie à un développement important et donnent au pays un potentiel impérialiste élevé.

Face à une telle situation, on ne revendiquera pas le retour de la Russie aux formes de cette démocratie parlementaire qui est en voie de dissolution dans tous les pays modernes, mais au contraire la reconstitution, en Russie également, du parti communiste révolutionnaire et totalitaire.

3°) Refus de toute invitation à cette solidarité nationale des classes et des partis, qu'on réclamait hier pour renverser ce que l'on appelait les régimes totalitaires et pour combattre les Etats de l'Axe et que l'on réclame aujourd'hui pour reconstruire dans le respect de la légalité le monde capitaliste ruiné par la guerre.

4°) Refus de la manœuvre et de la tactique du Front unique, c'est-à-dire refus d'inviter les partis soi-disant socialistes ou communistes, qui n'ont désormais plus rien de prolétarien, à sortir de la coalition gouvernementale pour créer la soi-disant unité prolétarienne.

5°) Lutte à fond contre toute croisade idéologique tendant à mobiliser la classe ouvrière des différents pays sur les fronts patriotiques pour une possible troisième guerre impérialiste en leur demandant soit de se battre pour une Russie rouge contre le capitalisme anglo-saxon, soit d'appuyer la démocratie d'Occident contre le totalitarisme stalinien dans une guerre présentée comme anti-fasciste.

INVARIANCE DE L'OPPORTUNISME

II

(Le lecteur est prié de se reporter à notre n° 26, pp. 20 à 38, pour la première partie de cette étude.)

Nous avons déjà rappelé, dans la partie de cette étude consacrée à la praxis politique du réformisme français, que P. Brousse publia en 1883, deux ans donc après le congrès de Reims du parti socialiste, un livre intitulé « La propriété collective et les services publics ». Plaçons ce livre comme point de départ de la projection idéologique du capitalisme dans le futur. Voici la thèse de P. Brousse : l'économie socialiste « se réalisera par la transformation des grandes branches d'activité économique en services publics ». La thèse de Brousse est fort intéressante, mais la réponse de Jules Guesde, alors marxiste, l'est plus encore : « Guesde reprit point par point l'argumentation de Brousse en lui opposant que la condition des ouvriers n'est point sensiblement améliorée lorsqu'un monopole privé se change en monopole public, qu'elle est même en un certain sens empirée puisque les gouvernants refusent le droit de grève aux employés des services de l'Etat ; il ajouta que plus l'Etat bourgeois développe ses attributions et augmente sa puissance, plus grand est le nombre d'individus intéressés à sa conservation, et il conclut que la multiplication des services publics et des régies directes éloigne, au lieu de les rapprocher, les chances de libération véritable de la classe ouvrière » (1).

Du point de vue économique, Brousse annonçait les khrouchtchéviens actuels et leur sacro-sainte revendication de « nationalisation ». On sait qu'au début du siècle se développa en Angleterre le « socialisme » fabien. Pour les fabiens, ce ne sont pas les prolétaires qui luttent pour le socialisme, mais bien les consommateurs. Pour les fabiens, en effet, la dogmatique théorie de la valeur-travail de Marx est simpliste et dépassée. La valeur d'une marchandise n'est pas constituée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production : la valeur d'une marchandise est constituée par son utilité. Le capital ne se nourrit donc pas de la plus-value sociale extorquée au prolétariat ; à en croire les fabiens, le profit du capitaliste provient de ce qu'il réussit à tromper le consommateur sur l'utilité du produit vendu. Le cri du Manifeste, « Prolétaires de tous les

(1) Gaëtan Pirou ; *Les doctrines économiques en France depuis 1870*, p. 27.

pays, unissez-vous ! », est barbare et dépassé pour les fabiens. On doit le remplacer par un mot d'ordre nouveau, civilisé, évolué, empiriste et anglais : « Consommateurs de tous les pays, unissez-vous ! ». La France, pays des Lumières, se devait de posséder elle aussi son idéologue fabien. Le « suisse » Walras, grand idéologue du marginalisme, n'était-il pas de culture française ? Le marginalisme n'était-il pas le support économique du socialisme fabien ? Et le marginaliste italien Vilfredo Pareta n'avait-il pas écrit en français son œuvre maîtresse ? L'idéologue fabien du réformisme français fut Ad. Landry, qui fit ses preuves dans sa thèse « pour le doctorat ès-lettres », en 1901. La thèse de Ad. Landry était intitulée, « assez bizarrement », *L'utilité sociale de la propriété individuelle*. Le fabien Ad. Landry, lorsqu'il esquisse sa future économie socialiste, écarte comme « grossière » la thèse marxiste qui dit : « les travailleurs recevront des bons... ». Les bons, la disparition de la production marchande, du salaire, du marché, de la monnaie, du capital sont « une tâche assurément colossale et impossible à bien remplir ». *Ipse dixit*. Toutefois A. Landry a tout au moins le mérite de rappeler dans sa thèse de doctorat, pour les réfuter, les caractéristiques de l'économie socialiste décrite par Marx. Les idéologues contemporains, eux, ignorent complètement Karl Marx et ses « utopies ». Pour le marginaliste-fabien A. Landry, « les richesses tirent en réalité leur valeur, non du travail des producteurs, mais du besoin des consommateurs ». « Qu'il s'agisse d'analyser ce qui se passe dans la société actuelle, ou d'imaginer ce qui se passerait en régime socialiste, Landry s'écarte ainsi très largement des vues marxistes et collectivistes traditionnelles. Il entend que, demain comme aujourd'hui, l'utilité, le besoin, la demande règlent et commandent la fixation des valeurs et des prix » (2). En conclusion, pour A. Landry l'économie socialiste est une économie dans laquelle prix et valeurs des marchandises sont réglés au mieux, de la manière qui correspond le mieux à l'utilité et aux besoins.

Il est intéressant de noter qu'un économiste ouvertement bourgeois, M. Bourguin, se servit d'un argument des plus *actuels* dans une polémique avec A. Landry parue dans un supplément au numéro de juillet 1901 de la *Revue de Métaphysique et de Morale*. M. Bourguin reprocha à Landry de négliger un aspect important du capitalisme : la capitalisation, c'est-à-dire en langage marxiste la reproduction élargie, l'accumulation. « Bourguin n'eut pas de peine à montrer qu'au contraire le problème de la capitalisation est un de ceux que résoud le plus élégamment (sic !) l'économie capitaliste et qu'un des dangers d'une économie socialiste serait la disparition de la prime à la mise en réserve d'une partie de leurs ressources que donnent actuellement aux individus l'intérêt du capital et la propriété héréditaire ». « Si l'on est décidé à adopter le régime social qui portera au maximum l'accroissement du stock des richesses et des capitaux, on aura de fortes raisons de pencher en faveur du capitalisme qui peut invoquer à son actif l'essor prodigieux de la civilisation matérielle depuis un siècle » (3). On ne peut qu'observer que le problème posé par

(2) Ibidem, p. 14.

(3) Ibidem, p. 15.

M. Bourguin en 1901 n'est autre que celui de l'émulation commerciale, de la *compétition pacifique* de Nikita Sergueievitch Khrouchtchev. La définition du capitalisme donnée par Bourguin est exacte en substance : le capitalisme accroît au maximum le stock des richesses et l'accumulation des capitaux. Le capitalisme accroît au maximum la masse brute de la production matérielle précisément parce qu'il ne fabrique pas des produits, mais des marchandises comme produits du capital, c'est-à-dire qu'il produit et reproduit d'une manière élargie le capital lui-même. Le socialisme au contraire limitera l'accroissement de la production matérielle, et utilisera l'accroissement de la productivité du travail pour *diminuer la durée de la journée de travail*. Il est donc clair qu'il ne peut y avoir *émulation, compétition* entre capitalisme et socialisme, entre deux modes de production obéissant à des lois différentes et poursuivant des buts différents. L'*émulation* entre capitalisme et socialisme constitue la confession implicite de l'identité entre ce socialisme et ce capitalisme en compétition, la confession que l'émulation se produit entre capitalisme et capitalisme.

Cela devait être dit du point de vue historique et politique. Du point de vue économique, il faut observer que les deux écoles économiques pseudo-marxistes contemporaines, celle de Lange d'une part et celle des Dobb-Sweezy de l'autre, sont tout simplement emprisonnées dans la problématique posée dans cette vieille et lointaine polémique de 1901. Von Mises affirmait l'impossibilité pour un « régime collectiviste » d'obtenir un équilibre des prix, de l'offre et de la demande et donc de pratiquer « le calcul économique ». En 1936-1937, Oskar Lange lui répliqua que, précisément, la conception marginaliste du prix comme « calcul économique » permettait à la Direction Centrale de la Planification d'assurer les fonctions du marché. Oskar Lange est un marginaliste pur : pour lui, comme pour son lointain précurseur A. Landry, l'économie socialiste est possible parce qu'il est possible de calculer par avance le prix des marchandises. La Direction Centrale de la Planification reproduit le marché capitaliste et le porte à la perfection. Le socialisme est le marché parfait : voilà la définition de l'économie socialiste fournie par Oskar Lange. Nous croyons superflu d'ironiser sur la *perfection* du marché atteinte en Pologne, pays où Oskar Lange prodigue ses efforts pour un maigre profit. Cette polémique entre Oskar Lange et L. Von Mises se déroula dans les années 1936-37. L'écrit de L. Von Mises, *Le calcul économique en régime collectiviste*, parut entre autre dans le volume *L'économie dirigée en régime socialiste* (4). L'écrit d'Oskar Lange, *On the economic theory of Socialism* parut dans la *Review of Economic Studies* (5) et fut réédité dans *Oskar Lange and Fred M. Taylor on the Economic theory of socialism* (6). En outre, les mêmes thèses que celles de Lange furent soutenues, avant 1915, par un marginaliste italien, Enrico Barone, dans un article intitulé « Le ministère de la planification en régime collectiviste ».

(4) Librairie de Médecis ; Paris ; 1939, p. 118.

(5) Vol. IV ; n° 1-2 ; 1936-37.

(6) Edité par B.E. Lippincott ; The University of Minnesota Press ; Minneapolis ; 1952 ; p. 82 et suiv.

Le marginalisme comme support théorique de la planification et du « socialisme » n'est donc pas une découverte de Messieurs O. Lange et Cie. Ces tentatives réformistes et révisionnistes commencent, comme nous l'avons vu, avec le fabien, se développent en Italie et en France dans le premier avant-guerre (Enrico Barone et Ad. Landry) et refléussent aux Etats-Unis en 1936-1937. Aujourd'hui, tout cela nous est présenté comme une nouveauté absolue. Dans tous les cas, c'est un fait que le marginalisme est en train désormais de conquérir les économistes de l'Europe orientale, de la Pologne à la Russie (Kantarovitch, Nemtchinov). L'école des Dobb-Sweezy voudrait se placer, face à celle de Lange, sur un plan théorique plus élevé. On sait que Messieurs Dobb, Paul Marbov, Sweezy et Cie se présentent comme les idéologues du *développement économique*. Ils voudraient répondre, sans s'en rendre compte clairement à cause de leur ignorance et de leur présomption académique, à la vieille objection des économistes qui font l'apologie de l'augmentation de la production réalisée par le capitalisme (Bourguin en est un parmi beaucoup d'autres). Nous avons rappelé, à propos de Bourguin, cette thèse marxiste classique : si le capitalisme a représenté du point de vue économique l'expansion vertigineuse de la production matérielle, le socialisme représentera l'abaissement vertigineux de la durée de la journée de travail. Pour ces Messieurs Dobb, Sweezy et Cie, il n'est naturellement pas question de réaliser ces *utopies*. La réduction de la journée de travail, ça ne dit rien à MM. Dobb, Sweezy et Cie du moment qu'eux-mêmes ne font rien du matin au soir tout en consommant leur bonne part de plus-value extorquée au prolétariat international. La réduction de la journée de travail n'entre pas dans leur horizon mental : *ça ne les intéresse pas, ça les laisse indifférents*. Il en est ainsi. Il en sera ainsi. Le prolétariat révolutionnaire montrera demain toute sa tolérance devant l'*autonomie* idéologique de MM. Dobb, Sweezy et Cie en leur permettant d'expérimenter personnellement, sous la surveillance de la garde rouge, la joie du travail intensif dans les mines, sous la forme extensive de dix heures par jour.

Pour l'instant, la société bourgeoise donne à nos idéologues la possibilité de théoriser le développement économique sur la peau du prolétariat. Voilà l'essentiel. L'originalité suprême des Dobb-Sweezy consiste à répondre ainsi à l'objection classique des économistes bourgeois : *le socialisme est plus capitaliste que le capitalisme lui-même*. Le capitalisme, comme l'observait M. Bourguin, a permis d'augmenter vertigineusement le stock des richesses matérielles ? Le socialisme, répondent en chœur Dobb, Sweezy et Cie, augmente plus encore la masse de la production et son augmentation relative : plus d'acier, plus de pétrole, plus de ciment (nos idéologues ne s'intéressent pas à l'agriculture). Le capitalisme augmente vertigineusement l'accumulation du capital ? Le socialisme, répondent Dobb, Sweezy et Cie, accumule des capitaux encore plus grands.

Le rouble est notre dieu, et nous sommes ses prophètes !

M. G. Renard nous a été fort utile. Il nous a déjà expliqué, avec ses *Paroles d'avenir*, que l'avenir est le présent. Il nous a expliqué que le pré-

sent est rationnel parce qu'il est démocratique, et que l'avenir sera démocratique parce qu'il sera rationnel. Avec M. Deslinière, il a porté son attention sur « les ingénieurs, les savants, les artistes et tous les hommes de cœur », fondements de la raison et de la démocratie. Maintenant G. Renard porte son attention sur les ouvriers. G. Renard écrit en 1905, à ce qu'il semble, « une œuvre capitale » : *Le régime socialiste* (Alcan ; 5^e éd. ; 1905). G. Renard n'a pas les scrupules théoriques d'un Landry. Il ne perd pas son temps à réfuter les *utopies* de Karl Marx. C'est un digne précurseur des idéologues *modernes*. « L'auteur recherche en particulier comment se détermineraient sous ce régime (socialiste, NdR) le prix des marchandises et le taux des salaires et propose des solutions plus nuancées (sic !) que celles du collectivisme intégral, et qui ont valu à son système le qualificatif de « collectivisme altéré » (7). Nous nous étions déjà heurtés au « collectivisme décentralisateur » de Jaurès, précurseur des « barbaristes » et des syndicalistes révolutionnaires de la *Révolution prolétarienne*. Nous voici maintenant face au « collectivisme altéré » de G. Renard. Nous verrons que ce « collectivisme altéré » ressemble comme deux gouttes d'eau au « national-socialisme » russe.

Nous avons vu que G. Renard tourne finalement son attention vers les ouvriers. Pour G. Renard c'est un dogme révélé qu'il y aura *toujours* dans le monde des ouvriers dont les *nobles* idéologues devront s'occuper. Sa description de l'économie socialiste et des ouvriers en régime socialiste constitue une si belle perle parisienne — une perle « altérée » — que nous ne pouvons résister au désir de la soumettre à l'attention des lecteurs dans le résumé de M. Gaëtan Pirou : « Pour ce qui est des marchandises, G. Renard les classe en deux catégories. Celles qui peuvent être aisément multipliées, et dont la production peut ainsi être mise en équilibre avec la consommation, auront une valeur et un prix mesurés par le travail social que coûtera leur production. Celles qui sont limitées en quantité par la difficulté de les produire ou l'impossibilité de les reproduire, telles que les pierres précieuses et les vins de grands crus, pourront avoir une valeur supérieure à leur coût en travail social. Il conviendra en effet de tenir compte de l'élément de rareté qu'elles comportent. On les mettra aux enchères et elles seront adjugées à ceux qui les auront cotées le plus haut. C'est dire que la loi de l'offre et de la demande gardera sur elles son empire.

En ce qui concerne les salaires, la règle générale sera celle de la rétribution d'après le temps de travail ; mais elle comportera une grave exception. Si l'heure de travail était payée de manière uniforme, quelle que fût la nature du travail, aucun ouvrier ne consentirait à s'occuper aux travaux les plus pénibles. L'utilité sociale et aussi la justice demandent donc que l'heure de travail soit affectée d'un coefficient variant en proportion de la « pénibilité » du travail. Afin d'éviter tout arbitraire dans le calcul de ce coefficient, G. Renard indique un moyen qui agira à la façon d'un régulateur automatique. La « pénibilité » inégale des différentes profes-

(7) Gaëtan Pirou ; op. cit., p. 24.

sions peut se mesurer, dit-il, par l'attrait inégal qu'elles exercent sur les membres de la société. Dès lors il suffira de faire varier le taux de l'heure de travail d'après le nombre d'ouvriers qui se présentent pour accomplir chaque tâche, comparé avec le nombre qu'il en faudrait pour que le besoin social fût entièrement satisfait. Dans un métier donné, répugnant ou dangereux, les travailleurs s'offrent-ils en petit nombre ? On élèvera le coefficient attribué à chaque heure de manière à attirer, par l'appât d'un gain plus élevé que la normale, des équipes supplémentaires de travailleurs, jusqu'à ce que la production s'élève au niveau des besoins » (8). M. Gaëtan Pirou, stupéfié par une telle pénétration, commente : « Le système de G. Renard est assurément ingénieux. Ce qui en fait surtout l'attrait, c'est qu'il s'attache à concilier l'essentiel du collectivisme avec le respect de la liberté individuelle... L'œuvre de G. Renard... donne au socialisme des fondements infiniment plus larges et plus conformes à la psychologie française que... le marxisme orthodoxe » (9).

Les voies « nationales » au socialisme ne sont donc pas une découverte originale des Gramsci, Togliatti, Mao, Staline, Khrouchtchev ou Thorez. Les communistes dégénérés et *nationaux* ont adapté, c'est vrai, le « socialisme » à la psychologie de la nature russe, chinoise, italienne, française, etc... Mais en le faisant ils n'étaient en rien originaux. Non seulement l'entreprise est ancienne et même séculaire, comme nous l'avons prouvé, mais le point d'arrivée n'est pas *national* ; il est uniforme, égal, monotone partout et toujours. Le socialisme « national » aboutit à l'exaltation du vieux, archi-connu et uniforme capitalisme de tous les pays. Le « national-socialisme » est ce régime *original* dans lequel les pierres précieuses et les vins de grands crus sont achetés par ceux qui peuvent les payer au prix fort. Car, évidemment, tout le monde ne peut s'habiller chez un tailleur romain comme Nikita Khrouchtchev ; pas plus que tout le monde ne peut, dans le socialisme « russe », s'offrir des prostituées de haute volée comme le faisait Béria et comme le font les courtisans du Kremlin ; pas plus que tout le monde ne peut se saouler à la vodka dans les salons anglais comme Evtouchenko. Il faut posséder les millions de roubles indispensables. L'originalité du « national-socialisme » par rapport au capitalisme vulgaire n'a nul besoin d'autres démonstrations. Que fait-on dans le « national-socialisme » si les ouvriers viennent à manquer dans une branche donnée de la production ? On élève la paie des ouvriers. Et si l'offre de main-d'œuvre est trop abondante ? C'est simple, on diminue les salaires. Personne, en vérité, n'avait jamais rien vu de semblable. Il fallait que G. Renard découvrit tout cela en 1905, il fallait que Staline réalisât tout cela pour la première fois en 1936. Les produits, en économie « nationale-socialiste » sont des marchandises, nous le savons déjà. Nouveauté ! Mais ce n'est rien encore. En économie « nationale-socialiste » les marchandises auront une valeur et un prix mesurés par le temps de travail socialement nécessaire à leur production. Autre nouveauté ! On n'avait jamais rien entendu de semblable dans le monde avant que G. Renard

(8) Ibidem, pp. 24-25.

(9) Ibidem, p. 25

n'ouvrît la bouche en 1905. On n'avait jamais rien vu de semblable dans le monde avant que Staline « construise le socialisme dans un seul pays ».

Dans la Russie de 1943, les idéologues académiciens publièrent un article intitulé « La pensée économique et l'enseignement de l'économie politique en U.R.S.S. » (10). Dans cet article, les idéologues staliniens, après nous avoir informé que l'enseignement de l'économie politique avait été *suspendu* (sic!) en U.R.S.S., établissent un plan d'enseignement de « l'économie politique du socialisme » (resic!). Le point 6 de ce plan est ainsi formulé : « Lois et catégories économiques que le socialisme conserve à son usage : a) loi de la valeur ; b) le « produit supplémentaire » (ou plus-value) ». Et tout cela parce que « le grand ami et compagnon d'armes de Lénine », « l'esprit génial qui éclaire notre chemin tangible et lumineux vers le communisme », le grand CHEF et immortel Sosso, Koba, Joseph Vissarianovitch Djougachvili Staline a génialement *découvert* que dans l'économie socialiste règne la loi de la valeur : « Les propositions du camarade Staline énoncent beaucoup de nouveautés qui n'auraient pu être prévues ni par Marx, ni même par Lénine. Elles n'ont pu en effet découler que de la fructueuse expérience de l'édification socialiste dans notre pays » (11). La *nouveauté* que ni Marx ni Lénine n'avaient prévue ; la *nouveauté* au nom de laquelle fut torturée, massacrée et couverte d'ordures la vieille garde bolchévique et la plus grande partie des dirigeants de l'Internationale Communiste ; la *nouveauté* au nom de laquelle l'Internationale Communiste fut offerte sur un plat d'argent à Churchill et Roosevelt cette même année de 1943 ; la *nouveauté* au nom de laquelle l'enseignement du *Capital* de Karl Marx a été suspendu en Russie ; la *nouveauté* au nom de laquelle le prolétariat international fut envoyé au massacre dans la seconde guerre impérialiste ; cette *nouveauté*, la voici : **DANS L'ECONOMIE SOCIALISTE LA LOI DE LA VALEUR N'EST PAS ABROGEE ; EN RUSSIE LA LOI DE LA VALEUR SUBSISTE.**

« Par conséquent la mesure du travail... au sein d'une société socialiste ne peut être opérée que sur la base de la loi de la valeur » (12). Dans l'économie « nationale-socialiste » les produits sont des marchandises et la force de travail est une marchandise. Jusque là la coïncidence avec G. Renard et son œuvre de 1905 est parfaite. Mais G. Renard avait énoncé une autre nouveauté : le prix et la valeur des marchandises sont mesurés par le temps de travail socialement nécessaire à leur production. Dans l'article cité de 1943, nous lisons : « La valeur d'un bien dans la société socialiste est déterminée non pas par les quantités de travail employées dans sa production, mais par la somme de travail socialement nécessaire pour sa production et sa reproduction ». G. Renard avait également découvert que dans l'économie socialiste opère la « loi » de l'offre et de la demande. (Pour Marx ce n'est pas une loi, mais une manifestation phénoménologique des lois immanentes au mode de production capitaliste.) Le

(10) Pod Znamenem Marksizma - N° 7-8, 1943 ; traduction française (sur l'édition américaine) in *Cahiers de l'Economie Soviétique*, N° 4, 1946, pp. 10-22.

(11) Op. cit., p. 18.

(12) Op. cit., p. 18.

Manuel d'Economie Politique publié en Russie en 1954 (13), après que l'enseignement de l'économie politique ait été suspendu pendant vingt ans, et qui a été à son tour mis au pilon récemment, ce « Manuel » établissait cette « loi » pour la fixation des prix en Russie : pour fixer les prix des biens de consommation, l'Etat tient compte de leur valeur, de la demande et de l'offre. La coïncidence avec G. Renard, la coïncidence entre les idéologues de 1905 et les idéologues de 1943 et 1954 est donc parfaite.

Mais l'année qui vient de s'achever est l'année de dieu, de Jean XXIII et de Nikita Khrouchtchev. Comment des talmudistes de notre calibre osent-ils se permettre de rabâcher de vieilles histoires datant de 1905, de 1943 ou de 1954 ? Nous avons rappelé que le *Manuel* stalinien de 1954 a été mis au pilon. Evidemment, si cela a pu se produire c'est que les temps ont changé, c'est que le marxisme doit être continuellement enrichi et mis à jour ! Essayons un peu de définir ces *nouvelles nouveautés* de Khrouchtchev et de ses idéologues. Dans le *Manuel* de 1954 on parle de valeur, de prix, d'offre et de demande « *des biens de consommation* ». Au temps de Staline il était de mode d'affirmer que dans l'économie socialiste seuls les biens de consommation sont des marchandises dans la *forme* et dans le *contenu*, tandis que les biens de production sont des marchandises dans la forme seulement. Or le *Manuel* de 1954 a été mis au pilon parce que les idéologues de Khrouchtchev sont arrivés, entre autres, à cette conclusion que dans l'économie socialiste en marche vers le communisme tout est marchandise, dans la *forme* comme dans le *contenu* : biens de production et biens de consommation. La « loi » de l'économie vulgaire, sub-vulgaire et ultra-vulgaire, la « loi » de l'offre et de la demande, domine donc en Russie d'une manière incontestée. G. Renard lui-même, s'il pouvait contempler ce spectacle, en resterait frappé de stupeur. Pour « ingénieux » qu'il fût, son « système » n'allait pas jusque là.

* *

Un des buts de cette étude est de camper la figure de l'*idéologue*. Nous sommes déjà parvenu à la conclusion que le développement de l'*autonomie* et de la *pureté* de l'*idéologue* correspond au développement du massacre du prolétariat international. Ce développement a parcouru un long chemin entre 1905 et 1964 ; accroissant l'angoisse des idéologues. Nous avons élucidé les véritables causes de cette angoisse idéologique (l'écroulement du stalinisme) et rappelé qu'entre 1926 et 1956 les idéologues célébraient leur triomphe en dansant sur les cadavres.

Nous voulons maintenant fixer dans un « insatntané » typique le développement de l'*infâmie idéologique*, saisis dans une figure typique la danse sur les cadavres des idéologues angoissés en opposant au paisible G. Renard le malpropre Professeur K. Ostrovitianov, « suant le sang et la boue par tous ses pores » comme le capital dont il est le digne larbin.

En 1948, dans l'article « Planification socialiste et loi de la valeur », le Professeur Ostrovitianov écrivait : « Le parti, sous l'égide de Staline, a

(13) Polititcheskaïa Enonomiia (Outchebnik).

réduit au silence les théoriciens de la disparition du commerce et de la monnaie dans une économie socialiste. Poursuivant ses recherches dans ce domaine, il a démontré que la loi de la valeur est toujours en fonction et qu'elle fonctionne, transformée, dans l'économie soviétique» (14). Le sang et la boue qui suintent des pores de M. Ostrovitianov, les voici. En 1928 sorti à Moscou la troisième édition du manuel «Polititcheskaja Ekonomika usiasi I teorei sovietskogo khoziaistvo». Ce manuel fut publié à Paris en 1929 par les Editions Sociales Internationales sous le titre : «Précis d'économie politique ; l'économie politique et la théorie de l'économie soviétique». Il avait été écrit par MM. I. Lapidus et K. Ostrovitianov. En 1928-29, dans ce manuel précisément, M. Ostrovitianov était un des «théoriciens de la disparition du commerce et de la monnaie dans une société socialiste». En 1928-29, TOUS les marxistes étaient des «théoriciens de la disparition du commerce et de la monnaie dans une société socialiste». Il a été nécessaire de *réduire au silence* beaucoup de ces théoriciens, il a été nécessaire de torturer, de massacrer, de diffamer Boukharine, Trotsky, Preobrajenski, Radek, Piatakov, Zinoviev, Kamenev, etc... M. Ostrovitianov, lui, *n'a pas été réduit au silence*. M. Ostrovitianov parle, et ce qu'il dit nous explique pourquoi il s'est trouvé élevé par Staline, en 1948, à la haute charge de «Directeur de l'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.». Nous croyons que M. Ostrovitianov, lui aussi, doit être angoissé aujourd'hui. Depuis plus de trente ans ces idéologues massacrèrent le prolétariat international comme les pharisiens de la parabole évangélique lapidaient Marie Madeleine. Aujourd'hui ces pharisiens lapideurs sont angoissés. Nous voulons contribuer à leur angoisse. Nous voulons écrire, non pas sur le sable comme Christ, mais dans le bronze, nous voulons crier à haute voix leur infamie. Nous voulons crier à la face de ces idéologues angoissés leurs infâmies une à une : *mensonge, vol, assassinat, corruption* — non pour les faire fuir, mais pour que le prolétariat brise avec trente ans de trahisons en détruisant dans le même temps la société capitaliste et son abjecte idéologie.

Nous sommes accusés par *tous* nos adversaires de ne pas respecter les règles habituelles de la vie civilisée et de la polémique littéraire normale, d'écrire avec rage, de mettre indistinctement tous nos adversaires dans le même sac. Notre Parti serait composé, suivant cette légende, de mégalomanes et de présomptueux. Il n'est pas douteux que même dans ce modeste travail nos adversaires trouveront des traces insupportables de mauvaise éducation, de présomption, de rage. Une autre légende accompagne généralement la précédente : notre Parti serait composé d'homme détachés de la vie, ruminant de vieilles histoires désormais dépassées, de talmudistes inguérissables et, enfin, de «rats de bibliothèque». Il nous est arrivé, dans les limites permises par l'exploitation capitaliste, de passer une partie de notre temps «libre» dans une bibliothèque. Il nous est arrivé d'observer quelques «rats de bibliothèque» et nous avons pu cons-

(14) In Voprosy Ekonomiki ; n° 3, mars 1948.

tater qu'ils constituent la race la plus tranquille qui soit. Nous qualifier de « rats de bibliothèque » s'accorde donc mal avec les défauts qu'on nous attribue par ailleurs communément : rage, grossièreté et présomption. Toutefois, comme toute légende contient toujours un grain de vérité, la légende que nos ennemis propagent sur notre compte doit donc contenir aussi le sien. Il ne nous déplaît pas d'être comparés aux *rats*. Face au communisme, les bourgeois éprouvent toujours la sensation de se trouver devant un phénomène *monstrueux*. Du *spectre* de 1848 à la *horde* bolchévique de 1917, l'histoire est vieille désormais. Le communisme révolutionnaire a subi de 1926 à aujourd'hui la plus désastreuse défaite de son histoire séculaire. Aux yeux des idéologues bourgeois, les faibles groupes communistes qui ont survécu ont perdu leur aspect de *monstres* ou de *hordes* pour n'être plus qu'un *troupeau* de *rats*. La menace communiste a disparu, pour l'instant, mais l'horreur et le dégoût pour les communistes authentiques demeurent. Nous en sommes heureux ! On nous compare aux rats ? Soit ! Mais alors, nous revendiquons toutes les vertus et tous les défauts des rats authentiques : la grossièreté, la rage, la mobilité, l'obstination et surtout la capacité de proliférer.

Nous acceptons aussi le qualificatif de rats de bibliothèque, au sens littéral ; les livres de l'idéologie bourgeoise, nous les mettons sous nos dents de rats dans un seul but : les détruire. Il semble qu'un certain Marx et un certain Lénine aient été également dotés de cette monstrueuse aptitude à ronger jusqu'à complète destruction les monuments idéologiques de la bourgeoisie. Il semble qu'un certain Karl Marx, exilé à Londres et sur le point de sombrer dans la plus noire misère, se soit rendu à pied tous les matins au British Museum et s'y soit installé avec l'*obstination* d'un rat de 9 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir. Il semble que le matin du 22 janvier 1905 (9 janvier vieux style) un certain Vladimir Ilich Oulianov, dit Lénine, s'en soit allé tranquillement à la Bibliothèque de Genève, accompagné d'une certaine Elisaveta Vasilievna Kroupskaïa, et qu'il ait été surpris dans cet acte typique de rat par l'annonce du Dimanche rouge et de l'éclatement de la révolution russe. Il semble que ce même Vladimir Ilich Oulianov, dit Lénine, ait poursuivi tranquillement son chemin vers la Bibliothèque de Genève, ce matin du 22 janvier 1905, et y ait passé la journée, ainsi que les suivantes, occupé à traduire en russe « Sur le combat de rues - Opinions d'un général de la Commune » et à étudier « De la guerre » de Von Clausewitz ainsi que tout ce que les *rats* ci-dessus mentionnés, Karl Marx et Friedrich Engels, avaient écrit sur les questions militaires. Il semble toujours que le même Vladimir Ilich Oulianov, dit Lénine, ait passé ses journées, à la fin de l'année 1914 et au début de l'année 1915, à la Bibliothèque de Zurich, plongé dans l'étude des œuvres d'un certain Georges Guillaume Frédéric Hegel. A côté de *rats* du calibre de Marx et de Lénine, nous ne sommes que des *rats* bien mesquins et bien naïfs. Devant Marx et Lénine nous sommes humbles ; d'eux nous avons TOUT à apprendre. Nous n'avons RIEN à apprendre des idéologues de la bourgeoisie. En 1878, Friedrich Engels pouvait écrire, contre un idéologue bourgeois typique, Eugen Dühring : « Ces deux gran-

des découvertes : la conception matérialiste de l'histoire et la révélation du mystère de la production capitaliste au moyen de la plus-value, nous les devons à *Marx*. C'est grâce à elles que le socialisme est devenu une science, qu'il s'agit maintenant d'élaborer dans tous ses détails » (15). La « grossière » dureté d'Engels à l'égard de Dühring ne manqua pas de soulever la réprobation dans les cercles culturels bourgeois et socialisants de l'époque. Notre dureté et notre grossièreté, aujourd'hui, sont mille fois plus justifiées et nécessaires qu'en 1878.

De 1878 à 1917, non seulement le socialisme est devenu une science, mais cette science, cette théorie s'est transformée en praxis de la révolution totale dans l'Octobre rouge. Les idéologues angoissés contemporains n'ont pas seulement attaqué et détruit une science, une théorie, ils ont **DETRUIT, ANÉANTI, DIFFAME LA REVOLUTION COMMUNISTE VICTORIEUSE**. Voilà la différence entre Dühring, Brousse, Jaurès, Bernstein, Landry, Renard, etc. et les idéologues contemporains ; voilà la différence qu'il doit y avoir entre notre rage et la rage d'Engels, notre grossièreté et la sienne. La tâche fondamentale qui s'impose depuis 1926 au Parti révolutionnaire est de *reconstruire*, de répéter la théorie, la science marxiste. En répétant la théorie marxiste à la face ignoble des idéologues contemporains, nous ne pouvons nous en tenir, même en rêve, aux règles admises dans une contestation scientifique normale. Ceux qui se tiennent devant nous, ce ne sont même pas des intellectuels, des idéologues ou des académiciens du type des Bernstein ou des Dühring, *ce sont des assassins, des maqueraux, des menteurs stipendiés et conscients*. Notre tâche ne finit évidemment pas là. La théorie marxiste devait et doit être répétée avec rage. Elle doit en outre être « élaborée dans tous ses détails ». Une science ne peut être « enrichie », « réformée », « révisée » : *une science est élaborée dans tous ses détails*. Voilà la tâche difficile qui se dressait et qui se dresse devant le Parti révolutionnaire. Sur ce terrain, répétons-le, nous avons tout à apprendre de Marx et de Lénine, rien des idéologues angoissés bourgeois. En troisième lieu, une science doit être appliquée. Voilà ce que cela signifie : la révolution communiste est devant nous ; notre science n'est pas doctrinaire, mais révolutionnaire.

* *

Notre activité de rats rongeur les monuments idéologique bourgeois nous a toujours apporté des satisfactions non négligeables. Toutefois il n'était encore jamais passé sous nos dents des pages aussi friandes que celles dont nous allons parler. Le « national socialisme » russe est une économie dans laquelle on produit des marchandises ; dans laquelle *tout* est marchandise ; dans laquelle la force de travail est marchandise ; dans laquelle la force de travail aliénée comme marchandise produit de la plus-value ; dans laquelle cette plus-value se transforme en profit ; dans laquelle le profit social se transforme en profit moyen au travers de la concurrence ; dans laquelle le taux de profit moyen tend historiquement à baisser ; dans laquelle le taux de profit moyen se subdivise en intérêt, profit d'entre-

(15) *Anti-Dühring* ; Ed. Soc., p. 58.

prise et rente. Toutefois, le « national socialisme russe » est *original*. Cette originalité, nous ne voulons pas la définir nous-mêmes ou avec des citations de MM. Lange, Dobb, Sweezy et Cie. Laissons-la dire au *Maître* que vous savez, à Joseph Staline. Les idéologues sont cruels dans leurs rapports réciproques : ils essaient de s'éliminer l'un l'autre. Puisque l'idéologie représente l'*aliénation* des produits de leur travail intellectuel, en aliénant leurs produits, les idéologues sont contraints de se faire une concurrence féroce. Cette concurrence suit le développement du mode de production capitaliste : à la loi de l'offre et de la demande, à l'abaissement des prix, à l'accaparement des consommateurs s'ajoutent, sur le marché idéologique, l'escroquerie, la corruption, l'assassinat. C'est ainsi que la firme idéologique « Sosso Koba Djougachvili Vissarianovitch Staline » a subi, depuis 1953, un écroulement catastrophique de ses actions sur le marché idéologique. Il est inutile de répéter que ces vicissitudes commerciales nous intéressent peu. La firme Staline, malgré l'écroulement de ses actions, reste la « maîtresse » de ce que savent les idéologues contemporains. Les staliniens écrivaient donc en 1952 : « Sous la propriété privée des moyens de production, la loi de la valeur conduit inévitablement à l'exploitation capitaliste ; en société socialiste, l'exploitation est bloquée à l'origine par le pouvoir de la propriété socialiste des moyens de production » (16). Le *Manuel* staliniens de 1954 répétait : la production des marchandises « socialistes » est particulière, « sans propriété privée sur les moyens de production » (17). Propriété d'Etat sur les moyens de production et propriété kolkhozienne sur les produits agricoles : voilà l'originalité du « national socialisme » russe jusqu'en 1954. Dans les temps staliniens, déjà, la propriété « coopérative » kolkhozienne, c'est-à-dire la propriété privée kolkhozienne, causait quelque ennui à Staline et aux idéologues russes. L'argumentation mensongère qu'employaient Staline et ses idéologues était la suivante : la portée de la propriété kolkhozienne est limitée du fait qu'elle s'étend seulement aux produits, tandis que les moyens de production (S.M.T.) sont propriété d'Etat. Aujourd'hui, cette argumentation ne peut plus être employée, du moment que les S.M.T. ont été VENDUES aux kolkhozes (une des tâches théoriques de l'école marxiste consistera à faire la lumière sur les modalités de cette vente : la conclusion en sera que cette mystérieuse vente a représenté un des chapitres les plus ignobles de l'accumulation primitive dans tous les pays). Il est vrai que les idéologues khrouchtchéviens n'ont pas dans ce domaine les scrupules qu'affichaient ceux de la firme « Staline »...

Dans tous les cas, Staline ou pas, vente ou non des S.M.T. aux kolkhozes, centralisation ou décentralisation de l'économie, autonomie ou dépendance des entreprises, industrialisation d'Etat ou industrialisation inter-kolkhozienne, un fait *original* demeure : en Russie, le capitaliste propriétaire de l'entreprise, le « maître de forges », n'existe pas. Cette affirmation appelle des réserves sur lesquelles nous reviendrons. Pour

(16) *La pensée économique et l'enseignement de l'économie politique en URSS*, op. cit., p. 20.

(17) Edition française, p. 44.

l'instant, acceptons-la. Soit : en Russie le « maître de forges » n'existe pas. Nous acceptons donc cette originalité du « national socialisme » russe, mais ce n'est pas pour démontrer, *Capital* en mains, que Marx l'avait prévue et qu'elle n'infirme donc en rien les caractères capitalistes de l'économie russe. C'est pour avertir l'ennemi idéologique qui, par hasard, lirait ce que nous écrivons et penserait : nous y voilà, ils vont ressortir les vieilles histoires de Marx. Que notre idéologue sache que nous tenons en réserve pour lui une surprise originale : que nous allons ressortir de vieilles histoires, non pas de Marx, mais de vieilles histoires qui nous sont tout à fait étrangères, de vieilles histoires tout à fait idéologiques. Que notre idéologue dont l'angoisse est, comme nous avons vu, une angoisse de la mémoire, sache bien que nous entendons précisément lui rafraîchir cette mémoire.

Notre thèse, la voici : la prétendue absence en Russie de la propriété privée (personnelle) des moyens de production n'est pas une nouveauté *originale*, non seulement parce que Karl Marx et Friedrich Engels l'ont prévue, mais parce que les idéologues réformistes eux-mêmes l'ont prévue. En second lieu : la forme kolkhoziennne n'est pas une *nouveauté*, mais elle a été prévue par les idéologues réformistes aux alentours de 1900. Après avoir affirmé, il nous faut prouver. Nous sommes prêts. Vous êtes servis.

* *

Entre 1900 et 1905 le « Parti ouvrier français » se scinde en deux. D'un côté se forme le « Parti socialiste de France » qui groupe blanquistes et guesdistes ; de l'autre le « Parti socialiste français » formé par les partisans de P. Brousse et de A. Millerand et un sous-produit des possibilistes de Brousse : le allemanistes. Ceux-ci, du nom de leur chef J. Allemane, ouvrier typographe et ex-Communard, avaient rompu avec Brousse en 1890 ; une partie d'entre eux alla vers le syndicalisme révolutionnaire, l'autre entra au « Parti ouvrier français ». Ce détail met en lumière l'origine possibiliste du syndicalisme révolutionnaire et la fausseté de son opposition au réformisme ; nous y reviendrons lorsque nous parlerons du syndicalisme révolutionnaire. En avril 1905, à la suite du congrès d'Amsterdam de la Seconde Internationale (août 1904) où se heurtèrent Jaurès d'un côté, Guesde et Vaillant de l'autre, se tint en France un congrès de réunification qui réalisa la fusion des deux partis et donna naissance au « Parti socialiste, Section française de l'Internationale Ouvrière » (S.F.I.O.).

Formellement, le congrès d'Amsterdam et le congrès de réunification marquèrent la victoire des thèses marxistes de Guesde et Vaillant. En réalité, comme nous l'avons montré en parlant de Jaurès, non seulement la victoire réelle fut remportée par le possibilisme incarné dans la figure éclectique et conciliatrice du nouveau leader, l'éloquent Jean Jaurès, mais, et c'est là le plus grave, la Seconde Internationale elle-même et son « Centre » ex-marxiste représenté par Kautsky et par Guesde et Vaillant en France, amorçait en 1905 précisément son involution réformiste. Cette involution se manifesta déjà en 1905 face à la première révolution russe, et s'impose nettement à l'attention

des marxistes orthodoxes et de Lénine lui-même deux ans plus tard, au congrès de Stockholm (1907) sous la forme des thèses de Bebel sur le militarisme et sur le colonialisme. D'un point de vue historique, il est donc clair que la fondation de la S.F.I.O. en 1905 représente la victoire du réformisme dans le mouvement ouvrier français. Ce rappel historique appelle l'observation suivante : un « Parti socialiste français » n'a jamais pu s'enraciner en France. Malgré les efforts de Brousse et de Millerand avant 1905, et malgré les efforts de Gustave Rouannet, L. Deslinière, G. Renard, A. Landry, Ch. Andler, A. Briand et Frédéric Brunet en 1919-1920 (ils opérèrent une scission à droite dans la S.F.I.O. et fondèrent en 1920 un nouveau « Parti socialiste français »), le Parti socialiste français eut toujours une vie éphémère. Maurice Thorez seulement a pu accomplir en France le prodige des prodiges : il a donné naissance à un parti communiste français. Nous rappelons en effet aux idéologues affectés d'une angoisse de la mémoire qu'en décembre 1920 au congrès de Tours fut fondé le « Parti Communiste, Section française de l'Internationale Communiste (S.F.I.C.) ».

Cette observation faite, revenons-en à 1905, année de fondation de la S.F.I.O. Lors de l'unification du parti socialiste de France et du parti socialiste français, quelques membres de ce dernier s'en séparèrent et formèrent un groupe indépendant. Ce groupe, formé par G. Renard, A. Landry, Berthold, Fréville, Mantoux, Simiand, etc., exprima la synthèse de son idéologie dans un livre : « *Le socialisme à l'œuvre. Ce qu'on a fait. Ce qu'on peut faire* » (18). Si la S.F.I.O. de 1905 incarnait le réformisme, le groupe du « socialisme à l'œuvre » représentait l'extrême-droite du réformisme de la S.F.I.O. L'idéologie de ce groupe, que nous allons donner pour preuve de nos affirmations sur le « national socialisme » russe, est donc l'idéologie de l'extrême-droite du mouvement ouvrier français. Nos idéologues seront ainsi en compagnie choisie. Laissons maintenant à notre auteur de manuel, M. Gaëtan Pirou, la tâche de synthétiser le contenu du livre « *Le socialisme à l'œuvre. Ce qu'on a fait. Ce qu'on peut faire* ». « Quant aux formes de la socialisation, ils faisaient une distinction, à laquelle ils attachaient une grande importance, entre la propriété et l'exploitation (c'est-à-dire la gestion, NdR). La propriété, disaient-ils, doit revenir à l'Etat. Mais il n'est pas certain que l'Etat, propriétaire, doive assumer lui-même la gestion de l'entreprise... Il conviendra de donner à ces exploitations publiques une très large autonomie... Et les hommes à qui sera confiée la direction de ces exploitations publiques devront, « quelque répugnance que notre égalitarisme y puisse trouver » (sic) être largement intéressés à la bonne marche de leur service. Pour les autres branches de la production, on admettait que l'Etat pourrait avoir intérêt à en confier l'exploitation, soit aux collectivités publiques locales, soit à des groupements ou à des individualités privés, en se bornant à imposer à l'exploitant certaines règles de gestion et en se réservant une part du produit » (19). Notre auteur de manuel ajoute également la note suivante : « Des idées analogues furent développées par le petit groupe d'intellectuels qui publia, sous

(18) Cornély, 1907.

(19) Op. cité., pp. 33-34.

le nom de « Cahiers socialistes », une série de brochures intéressantes, consacrées principalement au socialisme municipal » (20).

Nos idéologues établissent donc, en 1907, cette distinction « à laquelle ils attachaient une grande importance » entre *propriété* et *gestion*. Nos idéologues n'avaient toutefois rien inventé de nouveau. Cette distinction, ils l'avaient tirée d'une réalité qui s'étalait — et s'étale — aux yeux de tous, la réalité des nationalisations de quelques secteurs de l'économie. Lorsque dans « *Propriété et Capital* » (21) nous avons parlé d'« entreprise sans propriété » et avons rappelé cette vieille distinction entre propriété et gestion, non seulement nous n'avons introduit aucune nouveauté, mais nous n'avons fait que rappeler une *lieu commun* de la science économique, vieux de plus de cinquante ans. Et ce lieu commun est un tel pont aux ânes que son acceptation n'implique ni l'acceptation du marxisme, ni son « renouvellement ». L'*entreprise sans propriété* est une *donnée de fait*, vieille de cinquante ans au moins. Celui qui trouve nouvelle cette distinction entre propriété et gestion, qui estime impossible l'existence de l'entreprise sans propriété, non seulement n'a jamais lu un manuel d'économie politique, mais souffre tout simplement de malformation oculaire.

Cette malformation n'est cependant pas un phénomène nouveau et original : c'est un vieux phénomène typiquement idéologique. S'il était possible de prévoir de quelque manière l'attitude et l'évolution des idéologues, on aurait pu s'attendre à ce que, lisant « *Propriété et Capital* », ils se moquent de nous qui rappelions des lieux communs connus de tous. C'est le contraire qui s'est produit. Occupés, pour d'évidentes raisons, à démontrer que l'évolution de l'économie russe est un phénomène nouveau et original, démonstration qui peut évidemment venir de droite, de gauche ou du centre, des économistes bourgeois, des barbaristes ou des staliniens puisque le point d'arrivée est toujours : *le marxisme est dépassé* ; occupés à forger les termes *nouveaux* qui définiraient cette réalité que Marx et Lénine n'avaient pas prévue (socialisme national ; collectivisme bureaucratique ; capitalisme bureaucratique), nos idéologues de droite, de gauche ou du centre ne pouvaient que trouver déplaisant notre rappel de ce simple fait : le « national-socialisme » russe est si peu nouveau et original que vos semblables l'ont décrit dès 1907. L'idéologue ne hurle jamais aussi fort que lorsqu'on lui conteste ses nouveautés et lorsqu'on l'empêche d'être original. C'est que lui rappeler l'antiquité de ses lieux communs revient à flanquer par terre cette grandiose entreprise idéologique qui consiste à déclarer le marxisme dépassé (bourgeois), à le falsifier (staliniens) ou à l'*enrichir* (barbaristes pseudo-extrémistes). Donc, le « national-socialisme » russe a été décrit par les idéologues réformistes dès 1907. C'est à cette date que remonte le schéma, le modèle d'une économie où l'Etat est propriétaire de toutes les usines, de tous les moyens de production (en langage marxiste : capital fixe) et où la gestion de ces entreprises d'Etat est

(21) Série d'articles parus en langue italienne dans *Prometeo*, la revue théorique du Parti Communiste Internationaliste d'Italie (N^{os} 10, 11, 12 13 et 14, série I ; N^o 1, série II) ; traduction ronéotypée en langue française.

confiée soit à des « hommes largement intéressés à la bonne marche de leur service », soit « aux collectivités publiques locales », soit « à des groupements ou à des individualités privés » (adjudication et concession). En 1907, personne ne l'a trouvé nouveau, ni original. Pour qu'on le trouve nouveau et original en 1948 ou en 1960, il a fallu toute l'ignorance et toute la mauvaise foi des idéologues contemporains.

La question n'est pourtant pas épuisée. Il y a encore ceci : en 1950, dans « Propriété et Capital », nous avons rappelé cette distinction entre propriété et gestion, rappelé ce schéma remontant à 1907 pour en montrer l'insuffisance, la superficialité, le caractère statique. Nous avons conclu « Propriété et Capital » en affirmant « qu'il existe une seule question de la propriété, et c'est la question du capital ». Nous avons écrit « Propriété et Capital » pour nous débarrasser du lieu commun juridique de la « propriété », pour ramener la forme juridique de la *propriété* à la forme sociale de l'*appropriation*, pour expliquer l'évolution du droit privé de propriété par l'évolution du *mode social de l'appropriation*. En un temps de proudhonisme ressuscité, nous avons écrit « Propriété et Capital » pour débarrasser le terrain de la vieille question métaphysique de Joseph Proudhon : « Qu'est-ce que la propriété ? », à laquelle personne n'a jamais su et pu répondre que ceci : « La propriété, c'est la propriété : la propriété, c'est le vol ». Profonde tautologie après laquelle non seulement on n'en sait pas plus qu'avant sur le mode de production capitaliste, mais même moins encore. Abandonnant le terrain de la propriété et du droit, nous sommes donc revenus avec Marx au mode social de production et d'appropriation et à ses lois ; négligeant les phénomènes dont s'occupe l'économie vulgaire, post-vulgaire, sub-vulgaire, ultra-vulgaire, nous nous sommes occupés encore une fois de l'anatomie de la société civile ; bref, abandonnant l'idéologie, nous sommes revenus au *Capital* de Marx.

La distinction entre propriété et capital saisit l'apparence phénoménologique du mode de production capitaliste. Son point de départ, en effet, est la propriété ; mais la question : qui détient le titre juridique de propriété de l'usine, de la terre, du capital ? est stupide parce qu'elle remplace la question du mode de production et de ses lois, donc de son développement, question dynamique, par une question de modalités juridiques, question statique. Dès la première page du *Capital*, Marx débarrasse le terrain de toutes ces chicanes juridiques. Il définit les *catégories* du mode de production capitaliste, et leur jeu dialectique, c'est-à-dire les lois qui en déterminent le développement. Ces catégories et ces lois sont exposées par Marx d'un point de vue *logique* et d'un point de vue *historique*. Face au « national-socialisme » russe, l'école marxiste ne pouvait que suivre cette méthode logique et historique de Marx, et c'est ce que nous avons fait dans « Propriété et Capital », dans le « Dialogue avec Staline », dans l'« Économie russe d'octobre à nos jours », dans le « Dialogue avec les morts » (22).

(22) Cf. également le matériel plus abondant, en langue italienne seulement, paru *marrista*, du n° 21 de 1954 au n° 8 de 1955 et « *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* », du n° 10 de 1955 au n° 4 de 1956 et du n° 11 de 1956 au n° 12 de 1957.

Pour éclairer la signification de la méthode de Marx et son application au « national-socialisme » russe, rappelons la page fameuse de la Section VII du Premier Livre du *Capital*, la page dans laquelle Marx définit les deux moments du développement de l'accumulation du capital : concentration et centralisation (23). D'un point de vue *logique*, l'accumulation et donc la concentration des différents capitaux entraîne leur centralisation : cette centralisation rend à son tour possible une accumulation et une concentration encore plus grandes, et ainsi de suite. Le point d'arrivée *logique* du développement des *catégories* et des *lois* du mode de production capitaliste est représenté par la concentration et par la centralisation de toute la production entre les mains d'un seul capitaliste, ou d'une seule compagnie de capitalistes. D'un point de vue *historique*, le processus est plus complexe, mais naturellement seules les lois et les catégories *abstraites* du capitalisme peuvent nous permettre de comprendre le capitalisme concret. Il peut arriver, écrit Marx, que la centralisation *précède* la concentration des capitaux. « Le monde se passerait encore du système des voies ferrées, observe-t-il, s'il eût dû attendre le moment où les capitaux individuels se fussent assez arrondis par l'accumulation pour être en état de se charger d'une telle besogne » (24). L'Etat, grâce à la centralisation *violente* des capitaux, a pu ainsi faire naître des entreprises gigantesques, impossibles à réaliser autrement. La violence organisée de l'Etat est donc une *force économique*, une force qui agit au service d'un mode de production déterminé et non vice-versa. Marx, dans cette même section et la suivante, analyse du reste toutes les formes d'intervention de la violence organisée de l'Etat, qui ont rendu possibles l'accumulation primitive et l'enfantement historique du capitalisme : le colonialisme, le protectionnisme, le crédit public, le système bancaire. Or il est clair que la centralisation du capital qui précède sa concentration diffère de la centralisation comme résultat de la concentration, tout comme les guerres commerciales du XVI^e siècle sont choses différentes des guerres impérialistes du XX^e. Du point de vue juridique, de la propriété, il n'y a pas de différence entre la Poste du XIX^e siècle et l'entreprise Renault de 1964 : le capitaliste propriétaire des moyens de production n'y existe pas. Du point de vue des lois immanentes du mode de production capitaliste, le trust Pechiney de 1964 représente pourtant un degré beaucoup plus avancé de concentration, de centralisation et de dépersonnalisation que celui qu'atteignait la Poste d'Etat du XIX^e siècle, même si à Pechiney il y a des capitalistes « juridiques », alors que la Poste appartient à l'Etat. Marx traite surtout de la centralisation du capital comme résultat de sa concentration dans le Troisième Livre du *Capital*, dans la V^e section en particulier (25). Dans cette section, Marx introduit les deux catégories dans lesquelles se répartit le profit moyen : l'intérêt et le profit d'entreprise. Et il reconnaît dans la forme du capital productrice d'intérêt (A-A'), devenue forme dominante du capital concentré et centralisé, la forme dans laquelle la séparation du capital-propriété et du capital agissant, l'extériorisation des

(23) Cf. *Le Capital* ; Ed. Soc., Livre I, tome III, p. 62. Ce chapitre se trouve résumé dans les *Eléments d'économie marxiste, Programme Communiste* N° 5, p. 141.

(24) *Ibidem*, p. 69.

(25) *Le Capital* ; Ed. Soc., Livre III, Tome 2 ; Cf. en particulier pp. 36 à 63.

rapports de production capitalistes et la dépersonnalisation du capital atteignent leur sommet historique.

Le modèle satique d'une économie où toutes les entreprises sont propriété d'Etat ne nous apprend donc rien sur le processus de développement du capitalisme et sur ses lois immanentes. Ce modèle fictif, que certains imbéciles ont profondément défini comme un capitalisme d'Etat et d'autres comme un capitalisme bureaucratique, peut être placé n'importe où et n'importe quand tout en demeurant identique à lui-même. Si nous définissons l'économie russe comme un capitalisme d'Etat, comme un capitalisme bureaucratique ou tout ce que vous voulez d'autre, nous n'en saurons pas plus pour cela sur l'économie russe. Il était et il est naturellement nécessaire, devant les falsifications staliniennes et post-staliniennes, de rappeler que « la transformation en propriété d'Etat ne supprime pas la qualité de capital des forces productives... l'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, (étant) une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée » (26). Mais après avoir rappelé ces affirmations évidentes, il ne nous est pas plus nécessaire qu'à Engels, il serait même idiot de nous mettre à la recherche d'une nouvelle classe qui aurait remplacé les *propriétaires* des moyens de production. La découverte de cette nouvelle classe est du reste une véritable originalité : c'est la bureaucratie, qui aurait pu y penser ? Celui qui cherche une nouvelle classe reste en réalité prisonnier du fétichisme de la propriété, il identifie la bourgeoisie à la propriété. Après avoir rappelé que la propriété étatique des moyens de production en Russie ne supprime pas les caractéristiques de la production, et après avoir mené une critique marxiste de la *politique* contre-révolutionnaire de l'Etat russe à l'intérieur de ses frontières comme à l'extérieur, il faut étudier concrètement le développement de l'économie russe et du capitalisme international au lieu de répéter à l'infini les banalités vulgaires sur la bureaucratie et le capitalisme d'Etat. Cette étude n'est pas un luxe académique, mais une tâche que le parti révolutionnaire doit nécessairement affronter, sous peine de se dissoudre. C'est sur cette étude que le parti révolutionnaire bâtit sa stratégie et sa tactique et fonde ses *prévisions*. Un parti qui ne prévoit pas les événements ne peut avoir ni stratégie ni tactique, il ne peut être un parti révolutionnaire : il disparaît ou s'acoquine avec la bourgeoisie.

Evidemment, il n'est pas question d'exposer ici l'analyse de l'économie russe menée par notre Parti. Nous voulons seulement opposer à la nullité théorique, stratégique, tactique des *idéologues* anti-bureaucratiques (en voie de décomposition et de disparition accélérées), les résultats auxquels parvient l'analyse marxiste. Pour nous, le stalinisme ne représente pas le point extrême de l'évolution capitaliste, mais tout au contraire la transition de l'économie russe *du féodalisme au capitalisme*. La centralisation de l'économie russe par les plans quinquennaux n'est pas le résultat de la concentration du capital, mais la prémisses de la concentration du capital : *c'est l'accumulation primitive du capitalisme russe*. C'est là la seule thèse marxiste, abondamment confirmée par la réalité. Décentralisation industrielle, autonomie des entreprises, recon-

(26) Engels ; *Anti-Dühring* ; Ed. Soc., p. 318.

naissance du profit d'entreprise, vente des Stations de Machines et Tracteurs, mécanisation de l'entreprise kolkhozienne individuelle, industrialisation interkolkhozienne : devant tous ces faits, les idéologues de la bureaucratie, de la concentration de l'économie par l'Etat ou autres plaisanteries n'ont plus qu'à se voiler la face ou à se suicider noblement. Leur marchandise idéologique, autrefois si originale, est aujourd'hui dédaignée par le plus analphabète des consommateurs idéologiques. Certes, la chose n'a rien de réjouissant en soi. Nous n'avons nullement l'intention de supplanter les idéologues de la bureaucratie sur le marché idéologique. Nous voulons détruire tout marché et toute idéologie. Nous n'avons nullement l'intention de concurrencer les idéologues anti-bureaucratiques. Nous nous réjouissons parce que notre détermination marxiste du stade d'évolution de l'économie russe nous a permis de ne pas croire à la légende du heurt U.R.S.S.-Occident dans les années 50 ; de ne pas tomber dans le piège du totalitarisme et de ne pas rester fascinés par le terrorisme stalinien ; de ne pas abandonner, devant ce terrorisme, les armes marxistes du parti et de l'Etat, de la dictature prolétarienne et de la terreur de classe ; de ne pas croire à l'éventualité d'une guerre mondiale en 1950 et de prévoir la coexistence pacifique ; de fournir une analyse exacte des mouvements anti-coloniaux et de désigner les U.S.A. comme le centre de l'impérialisme mondial ; de construire la stratégie et la tactique du parti révolutionnaire et de sauver ainsi le parti révolutionnaire. Qu'ont fait, de leur côté, les idéologues de la bureaucratie ? Rien de rien. Ils n'ont pas fourni une seule analyse, une seule contribution théorique ou pratique. Ils ont décliné de toutes les façons possibles « bureaucratie » et « Etat ». Prenons l'Algérie par exemple. Qu'ont-ils su dire sur l'Algérie ? Que Ben Bella a instauré le « capitalisme d'Etat », le pouvoir d'une nouvelle bureaucratie. Qu'ont-ils su dire de la Chine ? Que Mao et Confucius sont une seule et même personne puisque les mandarins étaient des bureaucrates et que les bureaucrates sont des mandarins. Le « capitalisme d'Etat » est devenu la nuit dans laquelle tous les chats sont gris, la nuit dans laquelle il n'est plus même question de parler de la réalité, parce qu'on ne la voit plus. La bureaucratie est devenue le passe-partout de chaque imbécile et de chaque ignorant, le néologisme qui masque le vide de toutes les analyses, qui remplace tous les arguments, qui résout toutes les questions ; syndicats, partis, économie : la bureaucratie répond à tout. Prenons la question des kolkhozes. En 1907, les auteurs du *Socialisme à l'œuvre* écrivaient : « Il n'y avait donc point lieu d'enlever au petit paysan la gestion de son domaine. Sans doute, de ce domaine il ne serait plus juridiquement propriétaire, mais il n'y perdrait rien, car sa terre, constituée en bien de famille insaisissable et inaliénable, lui serait concédée sans autre restriction que l'obligation de payer à l'Etat un tribut annuel comparable à un impôt » (27). Nous n'exposerons pas ici notre analyse des kolkhozes ni leur évolution actuelle qui ne nous étonne nullement, si elle en surprend beaucoup. Mais comment M. Pierre Chaulieu, idéologue anti-bureaucratique, a-t-il pu écrire, en 1949 : « La forme kolkhozienne... tend à représenter la forme naturelle et organique d'exploitation de la paysannerie dans le cadre du capitalisme bureaucratique... Il est par exemple évident que l'existence de parcelles

(27) Gaëtan Pirou ; op. cit., p. 36.

individuelles cultivées par les kolkhoziens pour leur propre compte est un phénomène accessoire et nullement essentiel pour le système kolkhozien... Si d'autres facteurs n'interrompent pas l'évolution — comme il est certain que ce sera le cas — la bureaucratie sera obligée de revenir sur cette mesure pour annexer intégralement à l'économie kolkhozienne les parcelles de terre et le temps de travail des paysans » (*Socialisme ou Barbarie* — N° 4 — p. 44).

A part le fait que M. Pierre Chaulieu ignore que des idéologues de son calibre ont théorisé le kolkhoze en 1907, sans pour autant le définir comme « la forme naturelle et organique d'exploitation de la paysannerie dans le cadre du capitalisme bureaucratique » ; à part le fait que les idéologues de 1907 étaient conscients de représenter les intérêts des petits paysans et de les défendre dans leur modèle de kolkhoze avant la lettre ; à part le fait que les kolkhoziens du schéma idéologique de 1907 payaient un impôt annuel à l'Etat, tandis qu'en Russie c'est l'Etat qui paye, et toujours plus, des impôts aux kolkhozes ; à part tout cela, comment M. Pierre Chaulieu peut-il affirmer que « l'existence de parcelles individuelles cultivées par les kolkhoziens est un phénomène accessoire et nullement essentiel pour le système kolkhozien » ?! S'est-il jamais préoccupé de calculer la superficie de ces parcelles, leur spécialisation dans la production agricole, le volume de leur production, le nombre de têtes d'ovins, de bovins, de suins, de chameaux, de chevaux qui appartiennent à ces entreprises individuelles ? Jamais ! Le capitalisme bureaucratique arrange tout. Que dire ensuite de l'anéantissement des parcelles kolkhoziennes par la bureaucratie que prévoyait M. Pierre Chaulieu ? Qu'en dire dix ans plus tard, devant le séisme qui bouleverse aujourd'hui les kolkhozes ? Pauvre bureaucratie, bastonnée par les kolkhoziens ! Et pauvres idéologues anti-bureaucratiques, bastonnés par les faits ! Pourtant, il y a quelques années, ces ânes savants ricanaient : « les internationalistes attendent la crise... », et ils traitaient de « la crise du bordiguisme italien » (28). Eux, ils ne l'attendaient pas, la crise ! Ils attendaient que la bureaucratie expropriât les kolkhoziens ! Ils attendaient, en 1949, la guerre imminente entre les U.S.A. et la Russie ! Et en 1957 ils faisaient leur autocritique : « C'est à nous, par contre, de revenir brièvement sur l'erreur principale que contiennent nos analyses de la période 1949-1953 : l'idée que la troisième guerre mondiale était inévitable » (29).

Et après avoir attendu la guerre en 1949, après avoir fait leur autocritique, en 1957 ils attendaient la révolution anti-bureaucratique mondiale, en marche de la Pologne à la Hongrie ! Pendant ce temps, les « internationalistes attendent la crise » et « le bordiguisme italien est en crise ». Cependant, après trente crises en vain attendues, c'est seulement la crise de *Socialisme et Barbarie* qui est arrivée.

II. — LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

Pour compléter, au moins d'un point de vue formel, cette étude qui a fini par devenir une étude de l'idéologie du mouvement ouvrier, il nous faut

(28) *Socialisme ou Barbarie*, n° 11.

(29) *Socialisme ou Barbarie*, n° 21, p. 4.

dire quelques mots du syndicalisme révolutionnaire. Disons tout de suite que nous ne parlerons que de ses déviations, qui se retrouvent chez Gramsci comme chez les ouvriéristes contemporains.

De 1872 à 1879, le mouvement syndical se maintient en France dans les limites d'un mutualisme toléré par l'État. De 1879 à 1895 le guesdisme triomphe. La direction politique du mouvement syndical par le marxisme révolutionnaire se manifeste dans l'épisode suivant. La loi du 21 mars 1884 tentait d'emprisonner les syndicats dans une réglementation juridique ; la majorité des associations professionnelles s'y opposèrent et refusèrent d'observer les prescriptions légales (30). Les ouvriéristes et les idéologues des conseils d'entreprise qui assimilent la dégénérescence du syndicat à la perversité intrinsèque du parti, devraient méditer là-dessus et sur d'autres épisodes où se recontrèrent le syndicat révolutionnaire et le parti révolutionnaire.

La phase du syndicalisme révolutionnaire commence en 1895. La C.G.T. est fondée en 1895 par des blanquistes, des allemanistes et des anarchistes. La même année, Fernand Pelloutier devient secrétaire de la « Fédération des Bourses du Travail ». Pelloutier concevait les Bourses comme des centres de propagande et d'agitation : la Bourse est une forme syndicale ouverte dont on trouve l'équivalent en Italie dans les « Camere del Lavoro ». (Les ouvriéristes et les « socialistes d'entreprise » d'aujourd'hui, au lieu de se préoccuper de la résurrection de ces formes inter-syndicales ouvertes, travaillent sans relâche à enfermer les ouvriers dans l'entreprise, dans l'usine, dans l'atelier !) En 1902, la Fédération des Bourses et la C.G.T. fusionnent.

Le syndicalisme révolutionnaire français eut des militants et des théoriciens : division du travail avant tout ! L'existence de cette division du travail serait suffisante pour conclure que le syndicalisme révolutionnaire forma un parti, mais que c'était un parti réformiste.

Pataud et Pouget étaient des militants. Voici leur théorie de la société future : « Pour les objets correspondant aux besoins de luxe subsisteront les catégories de la vente et du prix. Ce prix sera fixé en partie d'après le temps de travail, en partie d'après la plus ou moins grande rareté ou la plus ou moins grande demande » (31). Aucune différence entre Renard et Pataud !

En ce qui concerne les rapports entre parti et syndicat, la « Charte d'Amiens » de 1906 établit que tout adhérent est libre d'appartenir à n'importe quel parti, mais qu'il ne peut introduire ses opinions politiques dans le syndicat. Pas mal, non ? M. Pataud, pour son compte, lorsqu'il diffusait dans le syndicat l'*opinion* que dans la société socialiste on produit des marchandises, et des marchandises de luxe adjudgées au plus offrant, M. Pataud n'introduisait pas dans le syndicat les opinions d'un parti politique, non ! Il introduisait simplement les opinions de la bourgeoisie et du réformiste Renard ! Que disons-nous ? L'idée même de l'autonomie du syndicat vis-à-vis du parti était une idée politique : c'était l'idée de Jaurès, qui s'imposa contre les thèses de Guesde aux congrès de Limoges (1906) et de Nancy (1907).

(30) La question, comme on voit, est d'actualité — tout comme la solution qui lui fut donnée il y a quatre-vingts ans !

(31) *Comment nous ferons la révolution, 1909.*

Comme on sait, les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire furent Edouard Berth, Georges Sorel et Hubert Lagardelle. Ne perdons pas notre temps avec Sorel et son mythe de la grève générale, son esthétique de la violence, etc... contenus dans ses « Réflexions sur la violence » (1906-08). Edouard Berth est une figure plus intéressante. Nous avons déjà parlé de lui à propos des idéaux esthétiques du socialisme ; nous le retrouvons maintenant en apôtre du syndicalisme révolutionnaire dans ses deux livres : *Les nouveaux aspects du socialisme* (32) et *Les méfaits des intellectuels* (33). Bornons-nous à transcrire ce florilège des œuvres de Berth : « Le syndicalisme révolutionnaire se relie aux philosophies nouvelles de la vie, de l'action, de la liberté. Son centre... c'est l'atelier de la grande industrie moderne — l'universel concret —, où se concilient la discipline collective et la personnalité individuelle..., où les antinomies classiques entre l'individu et l'Etat, la liberté et l'autorité, la théorie et la pratique s'accordent en une synthèse originale... Par son travail à l'atelier, par ses liens directs avec la production, il (l'ouvrier, NdR) garde la profondeur de la vie intérieure et la concentration sur soi-même qui fourniront les assises d'une société nouvelle » (34), etc., etc..

C'est là la première partie du florilège. Il y a ensuite un intermède, pendant lequel Berth et Sorel militent à « l'Action Française ». Nous avons déjà observé que, tandis que les militants du syndicalisme révolutionnaire professent une théorie à leur manière, les théoriciens militent aussi à leur façon. Militier à « l'Action Française » n'était peut-être pas universel, comme l' « atelier », ça n'en était pas moins concret.

Terminons le florilège d'Ed. Berth par cette citation d'un texte de l'après-guerre : « L'humanité qui a connu naguère l'ordre féodal, qui connaît aujourd'hui l'ordre bourgeois, connaîtra, grâce à la guerre des classes, l'ordre prolétarien dont toute l'histoire moderne est la gestation et qui, dans une synthèse supérieure, sublimera le héros et le saint, le noble et le bourgeois dans la personne du travailleur social » (35). Observons enfin qu'au moins un livre d'Ed. Berth, *La France au milieu du monde*, fut publié à Turin par Piero Gobetti.

Original Gramsci, n'est-ce pas ? *Originaux*, les philosophes contemporains de l' « atelier comme universel concret », n'est-ce pas ? Puisqu'un homme est ce qu'il croit être et que les philosophes contemporains de l'universel concret de l'atelier se croient originaux, ils le sont sans aucun doute. Comment pourrait-il en être autrement ?

CONCLUSION

Nous avons étudié le mouvement ouvrier français pour mettre en évidence le rôle destructeur de l'idéologie dans le parti révolutionnaire,

(32) Rivière, 1908.

(33) Rivière, 1914.

(34) Gaëtan Pirou, op. cit., pp. 48-49.

(35) Ibidem, p. 80.

et nous n'avons étudié ce rôle destructeur que pour mettre en évidence l'origine et la fonction de la forme parti.

La forme parti naît du mouvement entre prolétariat et communisme, entre séparation de la communauté humaine et réappropriation de la communauté humaine. La fonction de la forme parti consiste, lorsque la séparation de la communauté humaine a atteint sa propre conscience totale, à renverser cette conscience totale dans la praxis totale de la révolution communiste.

Après avoir rappelé l'origine et la fonction de la forme parti, nous avons rappelé ce qu'est le parti : la médiation de ce mouvement entre communisme et prolétariat ; ce que le parti doit être : la réalisation de ce mouvement dans la révolution communiste.

Tout au long de cette étude nous avons condamné toutes les *nouveautés*, en démontrant qu'elles ne sont que des vicilleries. Maintenant nous voulons nous aussi proclamer une *nouveauté*. Les formes d'organisation révolutionnaire du prolétariat accompagnent les assauts révolutionnaires du prolétariat et elles suivent une ligne ascendante. De la Première à la Seconde et à la Troisième Internationales, de 1848 à la Commune de Paris et à l'Octobre russe, le prolétariat non seulement n'a jamais abandonné les résultats acquis, mais encore les a-t-il chaque fois dépassés.

Le Parti Communiste Internationaliste de demain, non seulement n'abandonnera rien de l'expérience acquise par la Troisième Internationale, mais la conservant, il la dépassera. Ce dépassement ne peut être qu'un retour aux origines, comme cela a toujours été. Ce dépassement ne peut être que l'union du parti historique et du parti formel, du parti comme programme et du parti comme organisation.

C'est là une vieille nouveauté. Seuls un courant et un parti qui ont su maintenir leur propre continuité, sans faille, par-dessus deux Internationales peuvent aujourd'hui retourner aux origines profondes du communisme et les projeter dans le futur ; ils peuvent seuls retrouver la voix du communisme de 1844 dans la voix encore imperceptible du prolétariat révolutionnaire de demain.

Nos camarades d'Italie viennent de publier le premier volume (des origines à 1919) de la

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA

Ce fort volume de 415 pages est divisé en deux parties. La première retrace la formation et les premiers pas de ce courant qui devait fonder le Parti Communiste d'Italie en 1921, lutter ensuite contre les premières manifestations d'opportunisme au sein de l'Internationale Communiste et dénoncer enfin le passage complet à la conservation capitaliste de l'Etat russe et des divers partis « communistes » nationaux. La seconde reproduit une série importante de documents (articles, motions et discours) qui illustrent les principaux points traités dans la première partie et prouvent également la stricte continuité doctrinale et politique qui unit la Gauche communiste de cette lointaine époque et notre Parti Communiste Internationaliste d'aujourd'hui.

La vie et la lutte de la Gauche communiste ne peuvent être enfermées dans les étroites limites du mouvement ouvrier italien ; bien au contraire, elles ne peuvent être comprises qu'à l'échelle du mouvement marxiste révolutionnaire international, de ses grandes luttes, de ses victoires et de ses défaites. C'est dire l'intérêt de cette histoire pour les militants communistes, quel que soit le cadre national dans lequel ils ont à mener leur lutte : plus que l'histoire d'un courant du socialisme, puis du communisme, italien, elle est, en effet, l'histoire du marxisme orthodoxe — et donc révolutionnaire.

L'ouvrage est vendu en France au prix de 25 F. Règlements à F. Gambini C.C.P. 2202-22, Marseille.

Le Prolétaire

Supplément mensuel de « Programme Communiste »

SOMMAIRE DU N° 7 DE FEVRIER 1964 :

- Lénine et les khrouchtchéviens.
- Ce que fut en fait le 6 février 1934.
- Lettre de Belgique : Les syndicats au service de la productivité.
- Vers l'unité syndicale... à la manière de l'écrevisse.
- Au pays du « socialisme ».

SOMMAIRE DU N° 8 DE MARS 1964 :

- Vers les sommets avec Benoît Frachon.
- « Horizon 80 » ou « Programme commun » ?
- L'extrémisme chinois.
- Les démocrates khrouchtchéviens et le « dialogue ».

LECTEUR, SYMPATHISANT, ABONNE-TOI !

Le numéro : 0,20 F, abonnement annuel : normal : 2 F, de soutien : 5 F
abonnement combiné (« Le Prolétaire » et « Programme Communiste ») : 10 F

Nos publications

EN LANGUE FRANÇAISE :

- **Dialogue avec Staline** (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages) 2,— F
- **Dialogue avec les morts** (critique du XX^e Congrès du P.C.U.S., 159 pages) 4,— F
- **L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours**, ainsi que **Le Marxisme et la Russie** (148 pages) 4,— F
- **Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) »** 2,— F
- **Programme Communiste** (chaque année — 4 numéros — à partir de 1959 inclus) 8,— F
- **Le Prolétaire** : mensuel ;
Abonnement annuel 2,— F
Un numéro 0,20 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- **Storia della sinistra comunista** (1^{er} vol., 415 pages) 25,— F
- **1917 Insegnamenti dell'ottobre**. Leon Trotsky 4,— F
- **Il Programma Comunista** : journal bimensuel ;
Abonnement annuel 6,— F
Un numéro 0,30 F
- **Spartaco** (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de **Programma Comunista**) ;
Un numéro 0,20 F
- **Documents ronéotypés** :
 - 1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario e azione economica 3,50 F
 - 2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito 3,50 F
 - 3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe 3,50 F
 - 4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario 3,50 F
 - 5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista en réimpression
 - 6) L'abaco dell'economia marxista en réimpression
 - 7) Lezioni delle controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista 3,50 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- **Der Faden der Zeit** : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke. 2,— F
- **Der Faden der Zeit** : Der I. weltkrieg und die Marxistische Linke. 2,— F

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 21. — Salut fraternel à la camarade Alice, doyenne des révolutionnaires, 30 F ; Pascal, 5 ; Georges, 33 ; Guy (Soutien), 12 ; E viva i sarcastici Entusiasti, 70 ; Une femme de ménage, 5 ; Un retraité des P.T.T., 20 ; Vive la quille de Russo, 30 ; Pour la presse à la réunion d'Oneglia, 60 ; Lénine est sorti de la fête du prolétariat, Khrouchtchev en est sorti du cul, 28 ; Réunion d'Aix : « Fascisme et Anti-Fascisme », 30 ; Réunion d'Aix sur « Les enseignements politiques de la Révolution Russe, 36,05 ; Réunion à Marseille sur « Parti et organisations ouvrières de masse » 34,50 ; A la réunion de Marseille du 8/2, 30 ; Vive la Dictature du Prolétariat, 10 ; Un Postier Rouge, 8 ; Vive le Prolétaire, 5 ; Christian, 1 ; Jacques, 1 ; Piccino, 1 ; Pierre, 1 ; Serge, 1,60 ; Un Révolutionnaire, 1 ; Lucien, 2 ; Oscar, 2 ; Russo, 2 ; François, 2 ; Roseline, 2 ; Suzanne, 1 ; Un maçon, 1 ; Un docker, 1 ; Un étudiant, 1 ; Romain, 1 ; Christian, 1 ; Georges, 1 ; Salut aux étudiants révolutionnaires d'Aix, 6,10 ; Roger, 1 ; Jacques, 1 ; Albert, 1 ; Daniel, 1 ; Victor, 1 ; Michel, 1 ; Jean-Pierre, 1 ; Mario, 1 ; Raoul, 1 ; Arthur, 1 ; Jean-Luc, 2 ; Ignace, 1 ; Franck, 1 ; Julien, 1 ; Roger II, 1 ; Prosper, 1 ; Oscar, 1 ; Fernand, 1 ; Mimi, 1 ; François, 1 ; Emile, 1 ; Spartaco, 2 ; Jean-Louis, 2 ; Joseph, 2 ; Jonas, 1 ; Raoul, 1,40 ; Michel, 1 ; Victor, 1 ; Christian, 1 ; Clément, 1 ; Prosper, 1 ; Bruno, 1 ; Ignace, 1 ; Antoine, 1 ; Julien, 1 ; Serge, 1 ; Emile, 1 ; Marius, 1 ; Michel, 1 ; Cesar, 1 ; Oscar, 1 ; Robert, 1 ; Lucien, 1 ; Piccino, 1 ; Victor, 1 ; Roland, 1 ; Jacques, 1 ; Ernest, 1 ; Yves, 1 ; Luc, 1 ; Edmond, 1 ; Julien, 1 ; Georges, 1 ; Rene, 1 ; Bernard, 1 ; Jean-Pierre, 1 ; Vivent les exclus de l'U.E.C. d'Aix, 10 ; Roseline, 1 ; Suzanne, 1 ; Roland, 1 ; René, 1 ; Louis, 1 ; Victor, 1 ; Alain, 1 ; Alexandre, 1 ; Julien, 1 ; Oscar, 1 ; Georges, 1 ; Jules, 1 ; Paul, 1 ; François, 1 ; Romain, 1 ; Mario, 1 ; Richard, 1 ; Etienne, 1 ; Salut à Libertino, 5 ; Marianne, 1 ; Paul, 1 ; Daniel, 1 ; Armand, 1 ; Alex, 1 ; François, 1 ; Roger, 1 ; Julien, 1 ; Dominique, 1 ; Laurent, 1 ; Pour le Prolétaire, 10 ; Réunion Aix du 18/3, 30 ; Guy, 10 ; Robert, 5 ; Serge, 10 ; Giuliano, 16 ; Marcel, 30 ; Brun, 21 ; Christian, 10 ; Jacques, 8 ; Hilden, 10 ; Claude, 10 ; Bruno, 10 ; Sébastien, 30 ; Cechino, 5 ; Brun, 10 ; Luc, 10 ; Pierre, 10 ; Rico, 10 ; Nino, 10 ; Lasté, 10 ; Maurice, 20 ; Cecchino, 5 ; Férisol, 40 ; Socrate, 20 ; un ami anglais, 20 ; une amie anglaise, 20 ; Edmundo, 20 ; Un ami de Boufarik, 20 ; Salvatore, 100 ; Lancry 31/1, 72 ; Lancry 6/3, 32.

Total liste N° 21 F 1.224,65

Total des listes précédentes F 8.697,54

9.922,19